UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

La crise d'octobre 1993 et ses conséquences en commune de Mbuye (1993-1993)

Ndayizeye, Désiré; Sous la direction de : Déo Nsavyimana

2001
UB, Faculté des lettres et sciences humaines
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/1387

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT D'HISTOIRE

LA CRISE D'OCTOBRE 1993 ET SES CONSEQUENCES EN COMMUNE DE MBUYE (1993-1996).

Par

Désiré NDAYIZEYE

Sous la direction du :

Prof. Déo NSAVYIMANA

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de **Licencié en Histoire**

Option : ENSEIGNEMENT ET RECHERCHE

Bujumbura, Mars 2001

DEDICACE

A ma famille;

A tous mes amis;

A toutes les victimes de l'idéologie de la haine à Mbuye;

Je dédie ce mémoire.

REMERCIEMENTS

Au moment où nous mettons un terme à notre séjour à l'Université du Burundi, il est de notre devoir de reconnaître que la réalisation de ce mémoire est le concours de plusieurs personnes.

Notre profonde gratitude s'adresse tout d'abord au Professeur Déo NSAVYIMANA qui, malgré ses nombreuses occupations a accepté d'assurer la direction de ce mémoire. Sa disponibilité, sa compréhension et ses conseils pertinents nous ont permis d'arriver au bout de notre travail.

Aux enseignants qui nous ont formé tant humainement que scientifiquement surtout ceux de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, le meilleur de ce que nous sommes leur revient.

Nous aimerions aussi souligner l'aide précieuse, le soutien moral et constant apportés tout au long de nos études par nos parents, par tous nos éducateurs, par tous nos amis et connaissances. Qu'ils trouvent ici l'expression de vive reconnaissance pour avoir participé à notre formation humaine et intellectuelle.

Aux autorités communales et à la population de Mbuye interrogées pour avoir répondu à nos questions.

Je dis sincèrement Merci.

SIGLES ET ABREVIATIONS

A.C.F.	: Action Contre la Faim.
C.R.S.	: Catholic Relief Services.
H.C.R.	: Haut Commissariat pour les Réfugiés.
PAM	: Programme Alimentaire Mondial.
FRODEBU	: Front pour la Démocratie au Burundi.
UPRONA	: Union pour le Progrès National.
R.P.B.	: Rassemblement du Peuple Burundais.
PALIPEHUTU	: Parti pour la libération du peuple Hutu.
P.I.B.	: Produit intérieur brut.
U.B.	: Université du Burundi.
N.H.	: Nouveaux Horizons.
P.U.F.	: Presses Universitaires de France.

INTRODUCTION GENERALE

L'Histoire du Burundi, de l'indépendance à nos jours est jalonnée de crises répétitives dont la toile de fond était et reste politico-ethnique.

Le massacre de paysans issus de l'ethnie tutsi à Bukeye Busangana en octobre 1965 constitue un prélude à une série d'autres massacres dont le génocide des membres de cette même ethnie à RUMONGE, VYANDA et NYANZA-LAC en 1972 et celui de NTEGA-MARANGARA en Août 1988.
L'horreur absolue fut atteinte au lendemain du 21 octobre 1993, date de l'assassinat, par une poignée de militaires, du premier Président Hutu démocratiquement élu, Melchior NDADAYE lorsque aussitôt le génocide anti-tutsi sur deux tiers du territoire national fut exécuté de main de maître.

Dans le présent travail, nous analysons ce sinistre événement dans la commune Mbuye, en province de Muramvya. L'irréparable fut commis. Ce travail fournit des renseignements permettant de suivre la logique infernale qui y a conduit. Notre objectif est d'expliquer la crise à Mbuye en octobre 1993. Cette étude voudrait entrer au coeur du drame tant au niveau factuel qu'idéologique([1]).

Le présent travail expose l'horreur des massacres et justifie l'exigence du "plus jamais ça". La crise d'octobre 1993 a bouleversé la société burundaise en général et de la commune Mbuye en particulier. Cette commune a été l'une des localités les plus touchées par le génocide anti-tutsi. Mbuye qui était à la fin du XIX et au début du XX siècle la capitale royale ([2]). a été complément détruite. C'est là qu'on célébrait le Muganuro; c'est là qu'on trouvait une forte concentration de ménages issus d'alliances matrimoniales Hutu-Tutsi pour la plupart au service du MWAMI et qui finissaient par s'installer définitivement([3]).

Dans ce travail, nous nous intéresserons particulièrement aux effets de la crise à Mbuye. Le sujet qui nous préoccupe n'avait pas encore été étudié.

---

1. J. SUMPF et Michet Hugues, Dictionnaire de sociologie et Larousse, 1973, p.221.L'adjectif "idéologique" est pris dans le sens d'un ensemble de représentations et illusions collectives, voire des mystifications qui jalonnent la mémoire collective dans une communauté donnée

2. NSANZE, (A) Un domaine royal au Burundi. Paris, 1988, 92p.

3 SABAHENE, BIRYAMPANGA, Hutu originaires de KIGANDA interrogé à Teka le 15.5.1998.

Seulement des rapports sur l'estimation des victimes sont fournis par la police de Muramvya([4]). Ces chiffres sont en deçà de la réalité car des attaques perpétuelles sont lancées dans les camps des "déplacés". Cette étude est donc intéressante à plus d'un titre :

D'une part, la commune a été fortement touchée par la guerre et mérite une attention particulière. Nous allons en conséquence essayer d'analyser la préparation, l'exécution du génocide et surtout les graves répercussions sur les rescapés. Nous nous efforcerons ensuite d'inventorier les besoins ressentis durant les moments de l'installation des BaTutsi "rescapés" dans des camps des "déplacés". Nous releverons aussi les besoins de la population BaHutu restée sur les collines.

D'autre part, la commune de Mbuye a été fortement détruite. La plupart des infrastructures sociales ont été démolies alors que celles-ci étaient utilisées et par les Hutu et par les Tutsi.

Quelques questions vont retenir notre attention dans ce travail :

1. Pourquoi une exécution presque parfaite du génocide dans une commune qui n'avait jamais connu des troubles à caractère ethnique?

2. Pourquoi la destruction des infrastructures sociales (écoles, centre de santé, route, pont, etc.) alors que celles-ci sont d'intérêt public?

3. Pourquoi les "sages" BASHINGANTAHE" n'ont pas pu être à la hauteur de cette dramatique situation?

---

[4]. Les victimes du génocide à Mbuye sont estimées à 1505 personnes.

1. Choix et délimitation du sujet.

Nous avons choisi ce sujet pour des raisons d'ordre pratique : c'est la possibilité de trouver des témoignages sur place.

Notre travail s'étend sur la période de 1993 à 1996. La limite inférieure est marquée par l'assassinat du président démocratiquement élu le 21 octobre 1993 et le début du génocide. Toutefois,, il nous a paru nécessaire d'interroger le passé récent pour expliquer le revirement brusque et brutal du comportement de la population de Mbuye car avant 1993, les Hutu et les Tutsi vivaient en bonne intelligence.

La limite supérieure correspond au changement du 25 juillet 1996 avec la reprise du pouvoir par l'ancien Président Pierre BUYOYA. C'est le début d'une accalmie dans cette commune car les perpétuelles attaques des sites des "déplacés" sont maîtrisées.

2. Méthodologie.

Dans notre travail, nous avons utilisé les sources écrites et les enquêtes orales. Celles-là nous ont permis de comparer les données sur la tragédie dans d'autres provinces avec celles portant sur Mbuye. Les secondes nous ont permis de connaître du dedans le déroulement de la tragédie et le climat social prévalant antérieurement.

L'enquête nous a permis de reconstituer les événements et ses conséquences. Le sondage ou enquête d'opinion s'intéressait à la connaissance des attitudes. Le sondage éclaire les événements et met en évidence les demandes sociales, les ressentiments, les comportements dissidents. Le sondage d'opinion avec des questions ouvertes permet l'analyse des comportements collectifs.

Nous avons structuré notre tavail en 4 chapitres :

Le premier chapitre concerne la vie de la commune de Mbuye à la veille de la crise d'octobre 1993. Il retrace la vie politique, économique et sociale à la veille du drame.

Le deuxième chapitre traite des élections de juin à Mbuye. La campagne électorale , l'attitude et le comportement de la population à la veille des élections de juin 1993 y sont étudié.

Le troisième chapitre analyse la crise proprement dite à Mbuye : La préparation et l'exécution des massacres dans cette commune.

Dans le dernier chapitre nous analysons l'impact de la crise dans la commune dans tous les domaines de la vie, la création des sites des "déplacés" : un phénomène nouveau difficile à gérer car les déplacés étaient complètement démunis.

3. Les difficultés rencontrées.

La réalisation de ce travail a souffert d'un manque de documents écrits ou des témoignages oraux objectifs. En effet, les sentiments de solidarité ethnique et politique apparaissent dans les témoignages. Quant aux rapports administratifs, les organes d'expression essaient de dissimuler ou de justifier les crimes comme étant des actes de défense, commis par leur groupes. Parallèlement, ils tentent d'exagérer voire d'inventer les atrocités commises par l'autre "ethnie". Il y a peu ou presque pas de rapports consacrés aux massacres à Mbuye.

Nous avons pu surmonter ces difficultés grâce à la confrontation des témoignages. Ceux-ci nous ont permis de saisir la véracité des faits.

CHAPITRE I : MBUYE A LA VEILLE DES ELECTIONS DE JUIN 1993.

I1. Présentation de Mbuye.

La commune de Mbuye est l'une des 5 communes que compte la province Muramvya. Elle se situe au nord de la province. Elle est limitée au nord par la commune de Rango en province Kayanza, à l'Ouest par la commune de Bukeye, au sud par les communes Rutegama et Kiganda, à l'est par les communes Mutaho et Bugendana, toutes deux appartenant à la province Gitega (carte n°1 p6.).

Les limites naturelles sont, au sud la rivière Mubarazi et au nord la rivière Cizanyi.

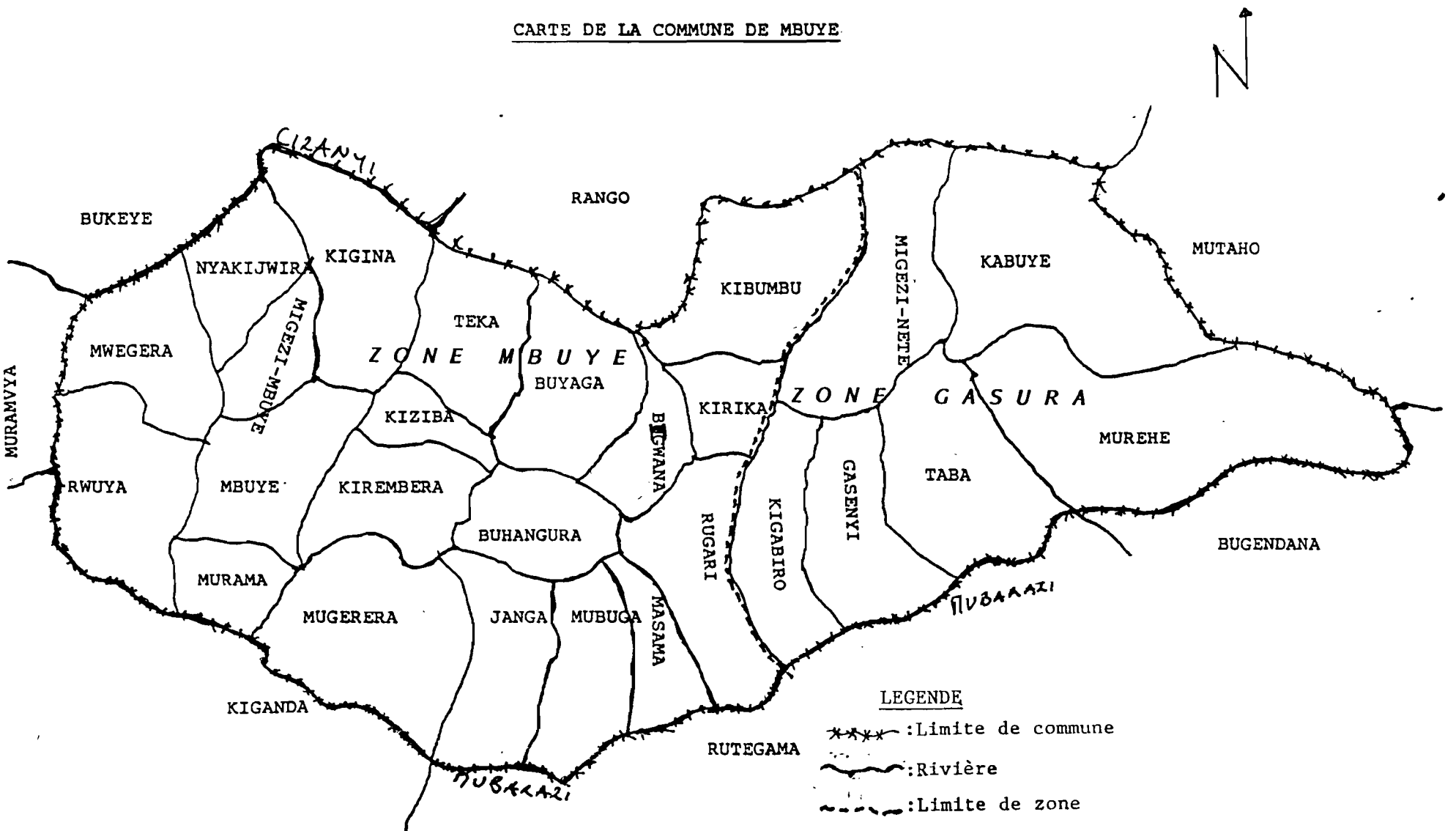
Actuellement, la population de Mbuye est estimée à 41171 habitants ([5]) sur une superficie de 123 km2. Sa densité est égale à 334 habitants au km2.

Mbuye appartient à la région naturelle de Kirimiro (carte n°2 p.7). Ce qui laisse entendre que le climat et le sol ont été longtemps très favorables à l'agriculture et à l'élevage. Toutes les cultures y sont praticables sauf le quinquina.

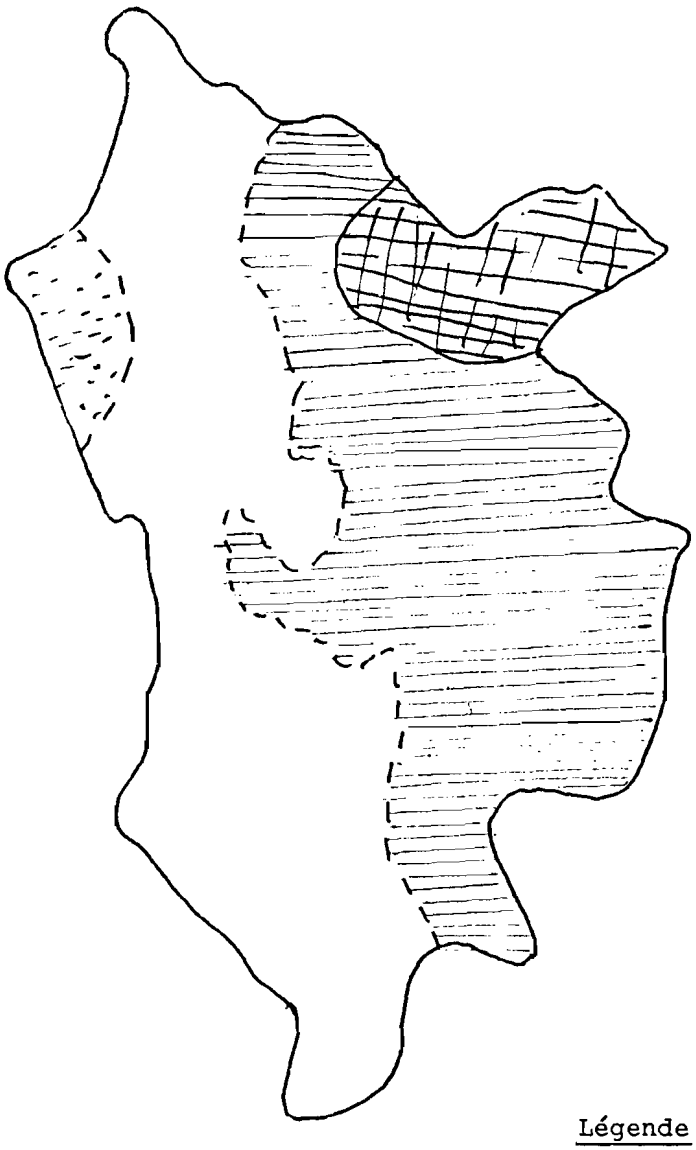
---

[5] Chiffre est fourni par le recensement de la population de Mbuye effectuée le 25/1/1999 par les autorités communales.

CARTE DE LA COMMUNE DE MBUYE



MBUYE DANS LA PARTIE " KIRIMIRO" DE LA PROVINCE MURAMVYA



Légende

- MBUYE
- Partie "KIRIMIRO" de la Province
- Partie "MIRWA" de la province
- Partie "MUGAMBA" de la Province

ource: SNES (SErvice National des Etudes Statistiques).

2. Le climat politique à la veille de la crise d'octobre 93.

Avant la crise d'octobre 1993, les BATUTSI et BAHUTU de la commune de Mbuye vivaient en bonne intelligence et cohabitaient pacifiquement sur les collines. Ce mode de vie paisible des habitants avait des fondements historiques et politiques (6).

Les populations de Mbuye étaient fort bien encadrées par des "BASHINGANTAHE", arbitres impartiaux et respectés qui rendaient la justice et faisaient régner l'ordre au sein de la population.
L'institution des "BASHINGANTAHE" restait le bras droit de l'autorité administrative dans le maintien de l'ordre et de l'unité au sein de la population.

Du reste, à Mbuye, le climat politique était bon à la veille de la tragédie d'octobre 1993, sauf quelques revendications en rapport avec le développement social.

2.1. Les revendications récurrentes de la population.

Le contraste entre les grandes potentialités agricoles et le sous-équipement des infrastructures administratives et sociales de la commune est frappant.

Presque tous les produits agricoles poussent à Mbuye. La commune connaît des productions agricoles élevées de bananier, de manioc, de patates douces, de haricots, de maïs, d'arachides etc. Ces cultures procurent des revenus monétaires relativement importants complétés par la vente du café. La région est globalement excédentaire en production vivrière.

Toutefois, l'impraticabilité ou l'absence des voies de communication aussi bien entre les collines que vers l'extérieur de toute la zone "KIRIMIRO" constitue un handicap majeur aux échanges.

---

6. Mbuye était à la fin du 19e siècle la principale capitale du royaume du Burundi sous Mwezi Gisabo. La masse des "BANYAGIHUGU" obéissait indistinctivement à une même et seule autorité, le "MWAMI", maître des terres et du bétail. Elle obéissait également aux chefs "BATWARE" et "IVYARIHO". Cette obéissance de la population aux autorités administratives était remarquable même pendant la période post-monarchique.

Par ailleurs, l'absence des débouchés pour écouler, à un prix satisfaisant, les arachides et le manioc décourage les agriculteurs ([7]).

De même, le sous-équipement en infrastructures sociales fait problème particulièrement dans le domaine de l'enseignement et cela, pour l'ensemble de la population.

En effet, malgré un effort considérable accompli depuis 1980 avec le doublement du taux brut de scolarisation, moins de 40% ([8]) de la population totale en âge d'être scolarisé au niveau primaire peuvent être accueillies par l'enseignement public. A l'échelle de toute la commune, dix collines seulement sur un total de 26 collines sont considérées comme désenclavées du point de vue de l'accès aux écoles et huit d'entre-elles se trouvent dans la zone de Mbuye. Ainsi, la zone de Gasura se trouve dans une impérieuse nécessité d'infrastructures sociales.

La commune dispose aussi d'un seul centre de formation polyvalente (C.F.P.) qui formait jusqu'en 1992 une trentaine d'élèves ayant terminé la 6e année primaire.

A l'issue de cette formation, le lauréat de cette école rencontrait une difficulté liée à l'inadéquation des métiers enseignés et le sous-emploi suite au manque d'ateliers.

Au niveau de l'enseignement secondaire, la commune n'a qu'un seul collège alors que les communes environnantes comme Muramvya, Bukeye, Kiganda et Rutegama ont des lycées. Actuellement (1999), la commune dispose de trois collèges communaux (collèges de Mbuye, de Saga et de Gasura) mais qui fonctionnent au ralenti à cause du manque de professeurs qualifiés.

Dans le domaine de la santé, la situation est déplorable. Mbuye dispose d'un seul dispensaire, mal équipé, d'un technicien médical et de deux infirmiers. L'unique dispensaire offre seulement 12 lits d'hospitalisation. Elle dispose également d'une maternité pouvant accueillir 14 femmes. C'est

---

[7] Enquête au mois de Mai 1998 sur la colline KIRIKA.

[8]. Rapport provincial de 1992 sur le taux de scolarisation des enfant en âge scolaire

donc dire que l'accès aux soins médicaux est particulièrement difficile aux populations des collines éloignées du centre.

D'une manière générale, les collines de la zone Gasura et plus particulièrement celles qui longent la crête Buhangura-Mugabomure sont considérées comme "sous-équipées" ou sans équipement et enclavées. Cette indigence en équipements sociaux et économiques contraste avec l'aisance monétaire réelle des populations dont une partie sont des hommes de métier qui vendent leur force de travail notamment dans la construction d'habitation décentes.

Toutefois, cette indigence ne permet pas à elle seule d'expliquer la force mobilisatrice que ces revendications ont pu acquérir dans cette commune. Il importe en effet de souligner sur ce point qu'il ne s'agit pas là de particularité régionale ou communale, une telle situation de sous-équipement prévaut dans la plupart des communes du pays.

2.2. Les rapports entre les dirigeants et les dirigés.

Avant le génocide d'octobre 1993, l'encadrement de la population pour le développement économique et la mobilisation politique pour des idéaux d'unité et de paix constituaient la préoccupation quotidienne des dirigeants de la commune. Des tournées de sensibilisation étaient organisées le jour des travaux communautaires (samedi) aussi bien sur les chantiers de construction d'écoles primaires, de collège communal que sur les collines pilotes du programme de lutte anti-érosif (9).
Des visites étaient également organisées au niveau des collines dans le cadre du dialogue et de la concertation avec la population afin de discuter des problèmes de l'heure.

L'administrateur communal BANGABANE Rubin réservait la journée de lundi aux audiences. Cette activité lui permettait de connaître les conflits et préoccupations des administrés. C'est dans le cadre de l'encadrement de la jeunesse qu'on a sensibilisé les jeunes à se regrouper en unités de production. D'où la naissance des groupements de tuiliers de KAMAGOGO, KAMVUKO et la relance de la menuiserie de KIVOGA. Cette dernière avait connu des problèmes financiers.

---

9. Rapport communal de Mars 1992.

Ces jeunes mobilisés pour produire des tuiles et des briques répondaient à la politique des années 1980 prônant l'amélioration de l'habitat([10]). Ceci a contribué à freiner l'exode rural.

En bref, le courant passait entre les dirigeants et les administrés.

2.3. La sécurité sur les collines en 1992.

Des cas sporadiques de désordre troublant la tranquillité de la population ont été signalés dans la réunion des chefs de secteurs avec l'administrateur en janvier 1992 sur quelques collines :

Les désordres liés au vol dans les maisons, des bagarres dues à l'ivresse et surtout aux rumeurs de conflits ethniques qui vont éclater ([11]). Pour remédier à cette situation, des réunions de concertation avec la population ont été tenues par l'administrateur BANGABANE Rubin et l'ordre fut vite rétabli. Le problème de la drogue étaient également signalé sur quelques collines de la zone GASURA mais les enquêtes permirent d'identifier les fournisseurs de ces stupéfiants et des cultures de chanvre furent détruites. Les cas de drogués n'étaient pas du tout nombreux, et le mal fut rapidement éradiqué.

En définitive, la sécurité était satisfaisante. La population participait aux travaux de développement communautaire. On ne signalait pas des cas de désobéissance civile.

II. LA VIE ECONOMIQUE A MBUYE.

1. Agriculture.

La salubrité du climat de la région permet à la population de Mbuye de se livrer à des activités tant agricoles que pastorales.

A cheval sur la crête Zaïre-Nil et les plateaux (cfr carte n°2), cette région (Kirimiro) est propice à l'élevage, l'agriculture y est prospère. La région de

---

10. Rappot communal de Juin 1992 de l'administrateur-BANGABANE Rubin
11. Rapport communal de 1992 en Février avec l'instauration du multipartisme.

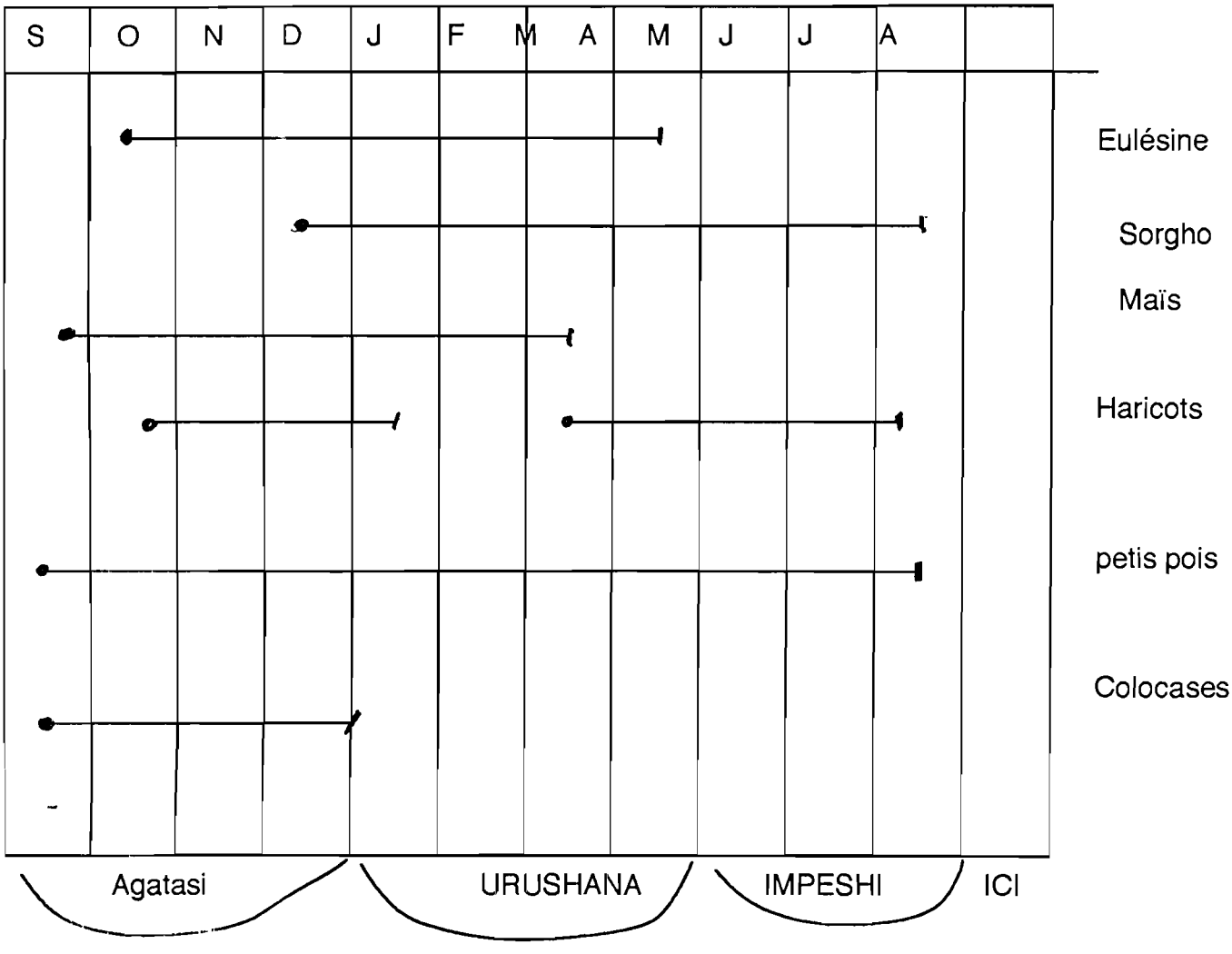
Mbuye pratique l'agriculture, activité favorisée par les facteurs écologiques et humains; par facteurs écologiques, nous entendons l'ensemble des conditions du milieu qui régissent le comportement des organismes vivants et par facteurs humains, le régime foncier, la main d'oeuvre, les méthodes de cultures, la conservation des récoltes([12]).

1.1. Le calendrier agricole.

L'agriculture est intimement liée au régime des pluies. L'excès ou l'insuffisance d'eau pendant la croissance d'une plante l'endommage ou la tue. L'année agricole commence en septembre à la tombée des premières pluies, et se termine en août quand mûrissent les dernières récoltes (tableau n°1, p.13).

[12]. NSABIMANA F., Croissance Démographique et Evolution des paysages agraires : Cas de la Région de Mbuye, U.B., Bujumbura, F.L.S.H., Départ. géo. 1986, p.8.

CALENDRIER AGRICOL DE LA REGION DE MBUYE



Légende.

___ : Semis

___ : Récolte

▨ : Période de soudure

___ : durée de la plante :

Tableau réalisé à partir de l'enquête auprès des agriculteurs

Il existe deux saisons culturales :

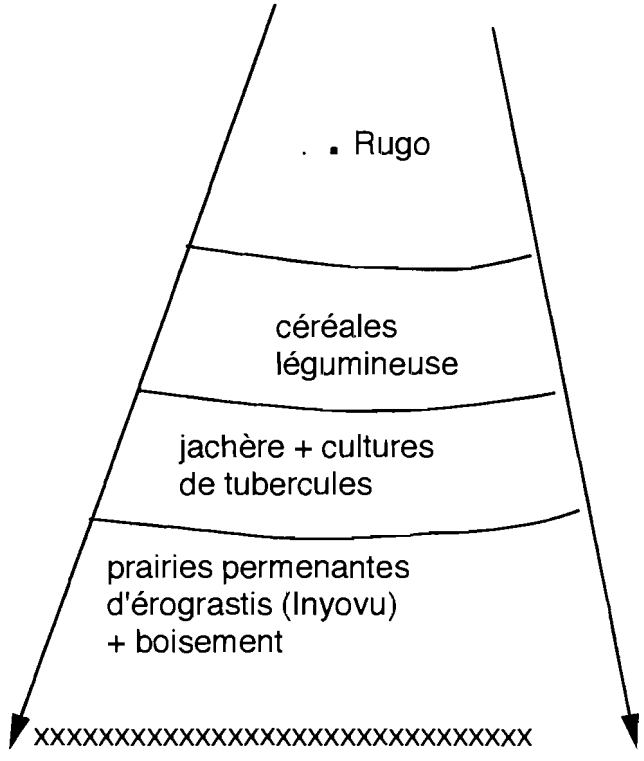
- La première s'étend de septembre à janvier. Elle est occupée par les semailles de maïs, de haricots, de courges, d'éleusine, des colocases, la plantation du bananier.

En décembre-janvier, c'est la période des semailles de sorgho et de la récolte des haricots semés en septembre.

- La deuxième saison s'étend de mars-avril à juillet. C'est la période de la récolte du maïs, du semis des haricots et des petits pois. La période de mai-juillet voit la maturation de la plupart des cultures. On récolte l'eulesine puis le haricot, les petits pois et le sorgho.

Fig (1)

1.2. Zones de cultures



Légende

. habitation

limites entre deux parcelles

Sens de la pente

xxxx Marais

Source : Figure réalisée à partir des enquêtes auprès des cultivateurs.

La première zone de culture entoure le rugo. Elle est le domaine des bananiers et d'autres cultures intercalaires tels que les colocases et les légumes traditionnels. Cette zone est très fertile parce qu'elle reçoit plus de fumier que d'autres.

La deuxième ceinture est celle des champs continus. Elle reçoit également une grande quantité de fumier car elle donne l'essentiel des produits qui assurent la subsistance tels que les céréales et les légumineuses. Elle reste le siège de diverses rotations que pratiquent les paysans.

Le troisième ceinture est discontinue : Elle est constituée par des parcelles d'eulésine. Après la récolte, on la laisse en jachère pendant une durée variable selon les besoins alimentaire de la famille. L'exploitation de cette ceinture est commandée par la pression démographique. Le cultivateur augmente graduellement ses champs par un avant-culture d'euléisine(KUVYIRIRA).

La limite inférieure des cultures est marquée par une prairie herbeuse "UBUNYOVU" qui se prolonge jusque dans les marais.

L'extension des cultures provoque un recul progressif des pâturages. Cette situation est désavantageuse pour les éleveurs. Suite à la poussée démographique, les prairies herbeuses tendent à disparaître.

Pour palier au manque de pâturage,; la population se consacre à l'élevage du petit bétail.

Quant à la parcellisation de la propriété, le partage du patrimoine familial entre héritiers entraîne le morcellement et la dispersion des grands ensembles cultivés.

Dans la région de KIRIMIRO, la forme de la parcelle est irrégulière. La parcelle n'est pas cultivée de façon continue. On trouve l'alternance des zones de culture et celle du jachère.

Au milieu des champs, le réseau de sentier réservé aux passagers , au transport des fumiers et à l'eau des pluies. A côté de cette alternance des cultures, des champs portent plusieurs cultures à la fois et de taille variable.

1.3. L'étendu du terroir familial.

Quand on interroge le propriétaire d'un "itongo" sur l'étendue de sa propriété, il n'est jamais capable de donner une réponse précise ou des mesures exactes.

Il est vrai que l'étendue des domaines varie suivant le statut social du propriétaire. Au début des XXe siècle, le chef ou le sous chef détenait des propriétés plus vastes que les simples agriculteurs et éleveurs de leur ressort.

L'étendue du patrimoine foncier de chaque Murundi est variable et bien délimitée. Dans le KIRIMIRO (la région de MBUYE inclue) la délimitation se fait au moyen des arbustes appelés "IMIKONI" ou "IMINYARI" qu'on plante entre les champs des personnes voisines. Très souvent, ce bornage est uniquement et fréquemment fixé chez les voisins qui ont des litiges fonciers ou qui veulent simplement les éviter. Une exploitation agricole est constituée par "l'ensemble des terres utilisées pour la production agricole par les membres d'un même ménage" ([13]).

Et dans la région de Mbuye, chaque ménage est propriétaire d'une exploitation agricole, quelles que soient ses dimensions. Aux dires de mon informateur :

> "Rien n'est comparable à la propriété foncière...
> Celui qui ne la recevait pas à l'époque monarchique devait émigrer dans une autre chefferie pour la demander.
> La propriété foncière sert à l'habitation, à l'agriculture et à l'élevage"([14]).

Bref, l'"itongo" constitue incontestablement le bien de production le plus important au Burundi, qu'il faut posséder et entretenir. Chaque chef de ménage est appelé à préserver ce bien pour sa descendance. La croissance démographique a entraîné le morcellement des propriétés familiales au profit des nouvelles générations.

---

[13]. République du Burundi, Ministère à la Présidence chargée du Plan.
Enquêtes agricoles dans la province de Muramvya, 1982-1983, Bujumbura, SNES, 1986, p.39.

[14]. Entretien avec BIHUME (64 ans), le 24/3/1999.

Devenue rare en commune de Mbuye, la terre a acquis une valeur inégalable surtout pour le paysan. Cela se remarque à travers les interminables palabres entre voisins et même entre consanguins que les tribunaux tranchent chaque année.

1.4. Mode d'acquisition des terres.

Dans notre zone d'étude, d'après l'enquête que nous avons menée auprès de 40 propriétaires, près de la totalité des propriétés c'est-à-dire 38 sont des acquisitions par voie d'héritage soit 94%, une propriété a été acquise par achat soit 3% et une autre par un don du temps de la Monarchie soit 3%. Cette forme d'acquisition des terres (héritage) est fréquente dans tout le pays. D'après les enquêtes menées par C. KAYONDI dans la région de Mugongo Manga "L'héritage est enfin le mode d'acquisition des terres le plus généralisé. Les propriétés dotées de ce statut gravitent autour de 90%" ([15]).

L'héritage en matière foncière relève toujours du droit coutumier. Il se fait en ligne directe de père en fils : c'est un régime patriarcal. En cas d'absence de descendants masculin direct, la terre retourne à l'ascendant immédiat ou aux collatéraux à défaut des deux.

2. L'élevage.

Cette région élevée où le climat tropical est atténué par l'altitude et où n'existe pas la mouche tsé-tsé est l'une des régions les plus propices à l'élevage dans notre pays.

Dans ce même ordre d'idées, un informateur nous livré certains noms des lieux qui indiquent la salubrité du climat([16]).

"BIKINGA VYA MBUYE BIKINGIRA INYANA IZUBA"
Littéralement; Bikinga de Mbuye qui protège les veaux de l'ardeur du soleil.
"KIVOGA KIVOGA INKA N'IBIBONDO"
Littéralement, Kivoga qui est riche en vaches et en enfants".

---

15. KAYONDI cité par HERERIMANA, Le milieu naturel et la mise en valeur dans la région médiane du versant oriental de la crête Zaïre-Nil, U.B., Bujumbura, 1988.
16. Entretien avec RUKANGAKO le 24/8/1999 - KIREMBERA

C'est donc dire que la région est favorable à l'élevage du gros bétail. Les mouches, le soleil brûlant, ennemis des vaches y sont absents. Dans cette région, on dénombrait beaucoup de têtes de vaches avant la crise (~ 23500) ([17]). A la veille de la crise d'octobre 1993, suite à l'explosion démographique, les troupeaux manquaient de plus en plus de pâturages car l'agriculture occupaient presque toutes les étendues très riches. Aux vaches on ne réservait que des terres stériles.

Pour faire face à ce problème, des initiatives avaient été prises et réalisées. Ce sont les suivantes :

- Extension des cultures fourragères
- L'amélioration de l'alimentation
- La production génétique de la race bovine
- Diversification de l'élevage

Il faut signaler que la commune de Mbuye était soutenue dans ce domaine par le projet Mugamba Nord qui n'existe plus actuellement.

3. Les projets de développement.

Dans la commune de Mbuye, les projets de développement n'étaient pas très nombreux; ils se limitaient à quelques coopératives d'élevage et groupements d'agriculteurs.

Les coopératives existantes étaient :

- La coopérative de commercialisation de Kivoga (CO.CO.KI).
- La coopérative de commercialisation de Rugari.
- La coopérative des éleveurs de Mbuye (CEMBU) qui produit des fromages de qualité.
- Le groupement des apiculteurs de Mbuye avec du miel très recherché.
- Groupement des menuisiers de Kivoga.
- Groupement des éleveurs des porcs de Mbuye.
- Groupement des éleveurs de Kabuye.
- Groupement des jeunes auto-constructeurs dans la politique de l'amélioration de l'habitat.

---

17. le chiffre est fourni par les taxes sur le gros bétail en juin 1992.

Ces coopératives et groupements de production ont été suivis dans l'encadrement mais certains ont connu des problèmes de gestion et ont fermé.
Exemple : La coopérative de commercialisation de Kivoga.

VI. STRUCTURES SOCIO-CULTURELLES.

1. Santé

La situation sanitaire était et reste inquiétante dans la commune de Mbuye qui n'a qu'un seul dispensaire et un centre de santé par ailleurs saccagés pendant la crise d'octobre 1993.

Cette situation ne s'est pas du tout améliorée jusqu'en 1996. Quand un malade a besoin d'un médecin, il est obligé de parcourir une distance assez longue. Mais là encore, la commune ne bénéficiait pas de transport en commun. Il n'avait pas de véhicule au centre communal, le seul moyen était le partage sur palanquin (INDERUZO). L'hôpital le plus proche est celui de Muramvya situé à vingt kilomètres (20km). Là également, il y avait un seul médecin pour toute la province. La situation est actuellement moins alarmante avec la coopération sino-burundaise, l'hôpital ayant reçu des médecins chinois.

L'accès aux soins médicaux est particulièrement difficile pour la population à Gasura, obligée de traverser la rivière Mubarazi pour aller se faire soigner dans les centres de santé des communes limitrophes comme à Mubanga en commune de Rutegama. Pire, beaucoup de gens préfèrent des soins locaux dispensés par des sorciers.

2. L'enseignement.

Tableau des écoles primaires de Mbuye (avant la crise).

Directions	**Ecoles primaires**
Gasura	Gasura
Kivoga I	- Kivoga I - Mbuye
Kivoga II	- Kivoga II - Mwegera
Mugerera	- Mugerera - Rwuya
Migezi	- Migezi
Mubuga	- Mubuga - Murehe - Gahororo
Kirika	- Kirika - Taba

La commune de Mbuye disposait de 14 écoles primaires pour une population scolarisable de 18.721 en 1991. En moyenne, un écolier parcourt deux collines pour arriver à l'école. Malgré la "double vacation" initiée depuis 1986, la commune connaît un faible taux d'alphabétisation.

D'une manière générale, la population masculine est plus alphabétisée que la population féminine. Cela découle de la mentalité burundaise qui retenait les filles à la maison pour les travaux ménagers et champêtres. Aujourd'hui la situation a changé car les filles fréquentent l'école au même titre que les garçons.

Tableau n°3 de la population scolarisée suivant leur écart d'âge.

Colline	Age					
	6	7	8	De 9-12	De 13-16	De 17-20
MMIGEZI-NETE	71	51	85	140	140	118
TABA	119	90	65	184	191	164
MUREHE	133	109	114	318	275	270
KABUYE	117	119	116	194	179	213
GASENYI	43	28	28	156	92	68
RUGARI	66	79	58	254	168	141
MASAMA	102	73	59	194	157	145
JANGA	76	54	75	149	130	143
MUBUGA	79	52	54	189	169	111
KIRIKA	45	38	37	88	95	97
KIBUMBU	29	37	29	79	88	83
BUYAGA	3	48	28	84	77	52
BIGWANA	33	53	43	95	107	114
BUHANGURA	45	26	37	101	92	78
TEKA	81	52	64	99	84	69
KIZIBA	48	32	37	67	79	67
KIREMBERA	46	34	37	85	93	107
MUGERERA	136	78	114	219	136	130
MURAMA	33	41	32	98	77	34
RUVYA	59	50	20	124	122	767
MWEGERA	33	31	23	26	106	640
NYAKIGWIRA	26	28	32	83	85	538
MBUYE	62	44	60	133	167	135
MIGEZI-MBUYE	26	21	22	53	68	50
KIGINA	32	62	53	104	112	118
TOTAL	1716	1338	1314	3437	3167	4339

Source : Chiffres fournis par le recensement général de la population de 1990.

En analysant le tableau n°3, nous remarquons que la population de Mbuye est en général analphabète. C'est donc dire que la majorité des

enfants en âge d'être scolarisé ne fréquentent pas l'enseignement primaire. Les raisons sont multiples; mentionnons en trois :

Premièrement les écoliers n'ont pas de modèles à suivre: leurs grands-frères n'ont pas fréquenté l'école. Cela est particulièrement vrai dans la zone de GASURA.

Deuxièmement, l'école ne constitue pas un passage obligé pour survivre sur les collines de Mbuye. On peut vivre sans avoir été à l'école.

Troisièmement, les infrastructures scolaires sont éloignées des domiciles.

Concernant l'enseignement secondaire, la pente est très forte, pas un seul établissement qui a le deuxième niveau du secondaire dans la commune de Mbuye. Le seul collège communal qui avait ouvert ses portes en 1990 a été sérieusement frappé par la crise de 1993. Il a fermé ses portes de 1993 jusqu'en 1996. Jusqu'à présent, aucun professeur qualifié ne preste à ce collège. C'est donc dire que les élèves reçoivent un enseignement au rabais.

Cette situation n'est pas du tout alarmante car la commune est au milieu des communes qui regorgent des grands lycées : Lycée de Muramvya, Lycée de Bukeye, Lycée de Kiganda et le Lycée de Kibimba. Ce dernier a fermé ses portes en octobre 1993 suite au génocide des élèves Tutsi organisé par le Directeur de l'établissement au lendemain de la mort du Président NDADAYE Melchior.

Ceux qui fréquentaient l'enseignement supérieur se comptaient sur le bout des doigts. En moyenne, 5 étudiants([18]) par année entraient à l'Université du Burundi.

En somme, dans le domaine de l'enseignement, la commune de Mbuye n'est guère performante par rapport aux communes limitrophes à l'exception de Rutegama.

CONCLUSION.

[18]. Source : procès verbal de la réunion de l'administrateur avec les élèves et étudiants après le camps de travail 1992.

Nous venons de décrire la vie sociale, politique et économique de la population de Mbuye avant les élections de juin 1993.

D'une manière générale, cette population vivait dans l'auto-subsistance alimentaire. Elle produisait ce qu'elle consommait elle-même. Il n'y avait pas de bonnes voies de communication pour faciliter les échanges. Le sol est fertile et toutes les cultures y sont rentables. Cependant, la poussée démographique a occasionné le morcellement des terres de façon que la plupart des gens ne trouvent pas en suffisance des parcelles à cultiver. Ils n'ont même pas développé d'autres activités génératrices de revenus.

NIEMEGEERS dit bien à ce propos :

"Mais, je crois que c'est l'Abbé Pierre qui l'a dit, dès qu'on atteint un certain degré de pauvreté, il y a tellement à faire pour s'en sortir, que l'être humain préfère se laisser aller. Il faudra peu à peu initier les jeunes à plus de créativité. Je suis surpris du manque de créativité des Barundi que ce soit sur le plan artistique ou artisanal" ([19]).

Ce chapitre a également montré qu'il n'y avait pas un malaise politique susceptible d'enclencher le drame vécu en 1993 où très rapidement des gens ont atteint une sauvagerie sans précédente en tuant leurs voisins de la même commune.

Ainsi le deuxième chapitre analysera en profondeur les causes de cette anomalie humaine puisque nul part avant 1993 des problèmes ethniques n'ont été signalé dans la commune de Mbuye. Les ressortissants de Mbuye qui avaient pu être victimes des troubles de nature ethnique (1965 et 1972) ne pouvaient l'avoir été qu'en dehors de la commune.

---

[19]. NIEMEGEERS (M), Les trois défis du Burundi, Décolonisation, Démocratie, Déchirure, Paris, l'Harmattan 1995, p.191.

CHAPITRE II : LA POPULATION DE MBUYE ET LA CAMPAGNE ELECTORALE D'AVRIL-MAI 1993.

Le comportement de la population de Mbuye lors de l'avènement du multipartisme mérite une analyse approfondie; ce qui nous permettra de savoir si les partis politiques oeuvraient ou non pour la stabilité de la commune.

1. Le contexte politique à Mbuye lors de la création des partis politiques.

Par décret présidentiel n°100/039 du 21 Mars 1991, une commission constitutionnelle est créée en réponse aux recommandations de la commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale.

Dans son article 2, la commission constitutionnelle avait pour mandat :

- *"d'analyser toute la problématique de la démocratisation et de produire un rapport à transmettre au Président de la République.*
- *d'organiser le débat national sur la démocratisation des institutions et de la vie politique.*
- *d'élaborer enfin le projet de la constitution de la République du Burundi et d'en assurer l'explication avant son adoption"* ([20]).

Dans son rapport, la commission constitutionnelle après avoir analysé les avantages et les inconvénients du monopartisme et du multipartisme reconnaît :

> *"qu'en ce qui concerne un certain nombre de critères de la démocratie, le multipartisme présente (...) une supériorité sur le système du parti unique". Ces critères sont entre autres : le libre choix des gouvernants, la possibilité d'un débat libre et contradictoire, la liberté d'expression, la liberté de réunion et d'associations politiques, le droit de prendre part aux affaires publiques et politiques de son pays, le règlement pacifique des conflits sociaux."*([21]).

---

[20]. Voir République du Burundi, la commission constitutionnelle, rapport sur la démocratisation des institutions et de la vie politique au Burundi, Bujumbura, RPP 1991, p.1.

[21]. Voir République du Burundi, Commission Constitutionnelle, op.cit., p.2

Selon cette même commission, "il est apparu que bien conçu, le multipartisme est compatible avec les valeurs fondamentales de notre société". Ces valeurs sont l'unité nationale, la paix sociale, la justice sociale, le développement, l'indépendance et la souveraineté nationale.

Ainsi donc, la commission venait de se prononcer en faveur du multipartisme au détriment du monopartisme.

L'acceptation du multipartisme par la population de Mbuye est difficile à connaître. Mais un consensus se dégage en ce qui concerne cette expérience du multipartisme de 1992 pour dire qu'elle a été désastreuse parce qu'elle a engendré et ravivé l'ethnisme au sein de la population de Mbuye. Lors de la création des partis politiques en 1992, les avis de cette population étaient partagés. Certaines personnes avaient des attentes positives du multipartisme, d'autres ne voyaient pas du tout d'un bon oeil ce système.

En effet, la majorité des gens interrogés (73,5%)([22]) déclarent qu'ils étaient confiants en l'avenir du Burundi dans le multipartisme. Ces espoirs se fondaient avant tout sur le changement politique, économique et social, que le multipartisme pourrait occasionner mais aussi sur la relative efficacité du cadre institutionnel dans lequel les partis politiques agissaient ainsi que sur la maturité du peuple burundais comparativement aux partis politiques et à l'expérience du multipartisme des années 60.

En effet, ces espoirs se fondaient d'abord sur un changement politique, économique et social que le multipartisme pourrait générer dans tout le pays.

La plupart des personnes interrogées estimaient que le multipartisme allait générer une démocratie véritable au niveau politique car les partis assureraient un renouveau politique tant au niveau de la représentation de la population et de ses intérêts qu'à celui de l'éducation civique des citoyens. Par exemple (81,1%) des personnes interrogées pensent que les partis politiques sont nécessaires pour assurer une meilleure représentation de la population et des intérêts. La raison invoquée est que le mécanisme d'élection permet de choisir une personne à laquelle on a confiance (Gutwarwa n'uwo wiyumvamwo) et qu'en fin de compte, il se soucie généralement des intérêts de ses électeurs. Seul ce mécanisme d'élection

[22]. Sur 193 intérrogés, 161 avaient l'espoir dans le multipartisme car ils souhaitaient un changement dans tous les domaines de la vie sociale.

peut selon eux, mettre fin aux rancoeurs des uns et à la gourmandise des autres ([23]). Il peut mettre fin à l'injustice constatée lors du monopartisme qui favorisait la promotion des régionalement ou claniquement siens (Ab'iwabo).

Une fraction non moins importante des personnes interrogées appréhendaient le multipartisme négativement. Pour eux, avant même la crise d'octobre-novembre 1993, vu l'expérience amère du multipartisme de 1960, le multipartisme de 1992 allait aussi approfondir des divisions à base ethnique ou régionale comme son prédécesseur ([24]). Il serait dangereux pour la stabilité du pays. Les arguments avancés pour justifier ces craintes étaient le risque d'affrontements entre les partis pour cause d'incompréhension. Et comme certains partis enseignaient la haine ethnique, les dissensions entre les Hutu et les Tutsi se profilaient à l'horizon.

2. L'éveil des consciences ethniques à Mbuye.

Les stratégies de recrutement des membres des partis politiques étaient variées d'une formation politique à une autre. La stratégie de conquête de pouvoir du parti FRODEBU et du R.P.B.était fondée sur la solidarité automatique des Hutu en exploitant essentiellement les passions hostiles causées par les guerres civiles de ces dernières années qui ont blessé le Burundi et les longues années d'exil que les Hutu ont connues.
Pour éveiller la conscience et mobiliser les Hutu autour d'un objectif commun, GAHUTU Rémy, Président fondateur du PALIPEHUTU dit :

> "*effectivement, c'est sur notre parti que nous fondons nos espoirs, c'est grâce à lui que nous recourrons notre indépendance et que nous nous libérerons du "ghetto" où les Tutsi nous a réduits en nous massacrant et en nous forçant à l'exil, pour le seul tort d'être né hutu comme si c'était un péché originel*" ([25])

GAHUTU eut une large audience auprès des membres de son ethnie. Originaire de la région de Mbuye, il invita les Hutu à livrer un combat sans merci contre les Tutsi pour faire face à la méchanceté "tutsi" il souligna le caractère musclé d'un combat auquel il convie le "peuple Hutu en ces termes:

---

[23] Entretien effectué à KIRIKA en avril 1998 avec des militants du FRODEBU.
[24] Entretien effectué avec les vieux de la colline KIREMBERA, avril 1998.
[25]. In GUICHAOUA A., CHRETIEN (J.P.), LE JEUNE (G.), La crise d'Août 1988 au Burundi, Paris, Karthala, 1989, p.179.

"... *depuis que le Burundi existe, les Hutu n'ont vécu vraiment en paix qu'avant l'arrivée des Tutsi.*
Nous entendons lutter pour le recouvrement de cette paix parce que les tutsi ne nous l'accorderont jamais de bon gré. Pour sortir ce qui est dans la gueule du chien, il faut recourir à la massue ([26]).

La population de Mbuye comme celles de communes limitrophes Rutegama, Rango, Mutaho, Bugendana ont compris très rapidement la tâche à laquelle certains leaders des partis politiques les conviaient à faire. Une radicalisation ethnique des militants du FRODEBU s'observait dans toutes les collines de la commune de Mbuye. Au lieu du respect mutuel et de la garantie du débat contradictoire ou du droit à la différence, on assistait à une méfiance totale ou à un conflit latent entre les BANYEMBUYE d'appartenances ethniques différentes car certains partis s'étaient identifiés à l'ethnie.

Sur ce point, la plupart des Tutsi interrogés affirmaient que le FRODEBU était un parti des Hutu et comprenait des gens "infectés du virus de la division ([27]) (FRODEBU n'umugambwe w'Abatutsi banyegewe n'agatima k'amacakubiri). C'était un parti qui ne voulait pas d'autres adhérents" d'une autre "ethnie" et qui cherchait à obtenir tout par la force. Cela se manifestait dans la violence verbale des militants de ce parti.

Il faut souligner que les Batwa de Mbuye étaient des militants du FRODEBU car ils étaient intoxiqués que les Tutsi étaient un peuple envahisseur, conquérant et qu'il était à la base de leur malheur (manque de terre, misère, errance).

ABATUTSI BAJE KUDUCINYIZA BAVUYE MU MISIRI) ([28])

Pour les Hutu du parti FRODEBU, les expressions comme "MPORONA NIY'ABATUTSI. NIYO YATWICIYE ABANTU YATUNYAZE AMATONGO, INZU, N'AYANDI MATUNGO YACU. NIYO YATUBUJIJE KWIGA" ([29]). Le parti UPRONA est fait essentiellement des Batutsi. C'est lui qui nous a massacré et

---

[26]. Texte diffusé en Mai-Août 1987, par le PALIPEHUTU, op.cit., p.179.
[27]. Entretien effectué avec les déplacés du site Mbuye en 1998.
[28]. MUSUBIZO, informateur Twa de la colline KIREMBERA.
[29]. Propos recueillis auprès de RUKANGAKO (E), chef de secteur TEKA, KIREMBERA KIZIBA (Expression lancées par les FRODEBISTES lors d'un rassemblement à KAMVUKO, avril 1993.

qui nous a spolié nos propriétés foncières, nos maisons et d'autres richesses. C'est également lui qui nous a obligé d'abandonner l'école.

On comprend donc pourquoi les gens qui voulaient faire exception n'étaient pas compris et tolérés par leurs voisins. Ils étaient l'objet de nombreuses menaces et intimidations, voire même l'atteinte à leur intégrité physique ([30]).

3. L'ethnisation de la campagne électorale.

Au Burundi, dans les milieux ruraux comme dans les villes beaucoup de gens pensent que l'élection des dirigeants est synonyme de démocratie. D'autres expliquent la démocratie comme un pouvoir de la majorité quelle qu'elle soit. D'autres encore croient que les partis politiques d'opposition ne doivent et ne peuvent en aucun cas converger avec le parti au pouvoir. Partant de toutes considérations, nous pouvons dire plutôt que la démocratie est un gouvernement d'opinion. Elle peut être à cet effet solide ou fragile.

Sa solidarité, donc sa capacité de résister à ses ennemis tient à ce que le pouvoir est moins éloigné des citoyens et plus perméable à leurs revendications. C'est la souplesse de ce régime qui le rend fort. La démocratie laisse émerger au grand jour le mécanisme de constitution de la réalité politique parce qu'elle donne libre court à l'opinion publique qui désigne le réel, le juste et l'injustice, l'utile et le nuisible, le bon et le mauvais... Le pouvoir laisse la société nommer les choses de façon à ce que le plus grand nombre s'y reconnaisse.

Nous devons reconnaître que la démocratie est difficile à pratiquer. Mais aussi il est malaisé de dire d'une manière précise et satisfaisante ce qu'elle est. Cette difficulté réside dans son manque de dogme rigide ou de structure formelle. Par là, nous sommes du même avis que K. Saul PADOVER lorsqu'il affirme que la démocratie est :

> "essentiellement une politique humaine c'est-à-dire idéologiquement fondée sur la morale et la justice. Sa compréhension fait appel autant aux sentiments qu'à la raison"([31]).

---

30. BIHUME (A.), informateur Hutu membre du Parti UPRONA.
31. PADOVER (S.R.), Pourquoi la démocratie, Paris, nouveau-horizons, 1967, p.24.

La démocratie paraît à juste titre faible contre ses ennemis armés. Etant ce régime qui dépend entièrement de l'opinion publique, il ne trouvera que d'incertains appuis dans le climat politique mal préparé, la nature des choses, le savoir scientifique ou même dans des institutions politiques.
Aucune transcendance ne guide ni ne soutient l'opinion souveraine. Parce que c'est le régime qui repose sur ces propres citoyens et sur eux seuls. Une seule force peut protéger la démocratie ; elle doit nécessairement provenir du plus intime de chacun des citoyens. C'est-à-dire la vertu qui est l'Amour des lois et de la patrie, seules garanties de la permanence et unique soutien de la démocratie.

La plupart des Barundi qui croient à la démocratie, comme dans d'autres sociétés où on l'a implanté sans préparation des esprits, sentent avec le coeur "ce qu'ils ne peuvent pas expliquer intellectuellement".

Dans cet ordre d'idée, Platon avait raison de rappeler qu'à tout moment l'opinion et les citoyens peuvent démocratiquement abandonner la démocratie pour choisir un autre régime politique ([32]).

D'après K. Saul PADOVER en termes de politique et d'institutions, la démocratie a au moins cinq caractères essentiels :

"• égalité dans la loi;
• égalité électorale;
• élection périodique des représentants;
• législation selon la règle majoritaire;
• liberté d'une action politique et de formulation d'une politique"([33]).

La démocratie peut signifier plus que cela. Si la démocratie est un régime politique qui veut l'égale liberté de tous ses membres, elle a des ennemis dans toute société humaine. Les ennemis s'attaquent aux principes de la démocratie et les interprètent mal. La démocratie est une forme de gouvernement qui a de plus larges implications. De par son comportement, elle est un mode de vie. C'est une manière d'envisager les choses, de les sentir humainement d'agir avec son prochain. Le mode de vie démocratique

---

[32]. GAUCHET (A), Situation de la démocratie, Gallimard-le seuil, 1993.
[33]. PADOVER (S.K.), op.cit., p.24.

peut-être défini comme ayant pour base la reconnaissance de la dignité humaine. Il constitue une ligne de conduite humaine d'une communauté fondée sur le respect mutuel. C'est une condition sine quoi non que la démocratie doit remplir.

Après avoir analysé les contours de la démocratie, la campagne électorale au Burundi a manqué à la base fondamentale de la démocratie; La commune de Mbuye n'a pas échappé à ce schéma. Les meeting organisés dans cette commune ont eu pour caractéristique principale "la manipulation des allusions identitaires et du dénigrement de l'adversaire". Les discours s'écartaient de l'ordinaire. Outre qu'ils étaient généralement remplis des mots incendiaires afin d'attirer l'attention de la foule; il était généralement gavé de promesses mirifiques, de réalisations grandioses.

Un exemple de ces promesses irréalisables : lors d'un meeting organisé au chef-lieu de la commune Mbuye, le secrétaire communal NAHIMANA Joachim activiste du FRODEBU promettait aux militants de les retirer de la misère en distribuant des terres au cas où le parti gagnerait les élections ([34]).

4. Méthode de propagande.

Les partis ne recourraient pas uniquement aux discours officiels dans leur propagande. Ils recouraient aussi à une action souterraine.

L'action souterraine est l'ensemble des idées qui ne figuraient nulle part dans les idéologies officielles des partis politiques auxquels ceux-ci recouraient pour persuader leurs adhérents éventuels. C'était une action souterraine car elle était menée d'une façon clandestine. L'action souterraine était remarquable surtout par son caractère divisionniste et illégal.

Dès lors les "ethnies" s'identifiaient à tel ou tel parti ou se polarisaient autour de lui. En guise d'illustration :

Certains membres de l'UPRONA "Tutsi" interrogés ont dit qu'ils voyaient d'un mauvais oeil un mututsi membre du parti FRODEBU. Ils n'hésitaient de le qualifier de "traite"", d'opportuniste (Ntambira akaje) ou

[34]. Meeting organisé par le FRODEBU : Mai 1993 au chef-lieu de la commune par le premier secrétaire communal.

encore celui qui a une vision courte". Pour eux, le FRODEBU était un parti des Hutu et un mututsi "FRODEBISTE est "un Intama ikora ico itazi" un naïf. Même les membres Hutu du FRODEBU le traitaient de la même façon. Certains militants du FRODEBU déclaraient qu'un muhutu membre de l'UPRONA était un traitre "umuhemu" un mercenaire. Pour eux, les militants Hutu de l'UPRONA ont été achetés par les Tutsi pour masquer l'exclusivisme tutsi de ce parti.

La rhétorique des Upronistes dont le chef de file était MAYUGI Nicolas voulait démontrer les similitudes entre le FRODEBU et le PALIPEHUTU. Quant au FRODEBU sa stratégie était basée sur le réveil des sentiments ethniques pour gagner le coeur de tous les hutu comme le dit Julien NIMUBONA :

> "En fait le travail du FRODEBU consiste à ne pas crier haut l'ethnicité comme le fait son rival. Mais il le fait d'une façon intelligente en rappelant constamment à la population les événements malheureux qu'a connu le pays" ([35]).

Pour les gens du FRODEBU, l'objectif constant était donc d'essayer de prévenir la réapparition de l'ethnie minoritaire au pouvoir.

La population de Mbuye avait saisi cet objectif car elle laissait entendre pendant la campagne électorale "Abatutsi aho badutwariye ni kera" (il y a trop longtemps que nous supportons d'être gouvernés par les Tutsi).

5. Politisation des problèmes sociaux.

De novembre 1966 à mars 1992 ([36]), le Burundi a vécu sous un régime politique de parti unique. Le parti unique avait au cours de son règne entamé un processus de socialisation politique. Avec la venue de la culture pluraliste, un autre processus de socialisation a été initié par les hommes politiques. Mais le processus initial de socialisation politique avait déjà disposé les gens à agir de telle façon plutôt que de telle autre face à une culture politique nouvelle fondamentalement différente de l'ancienne à laquelle ils étaient habituellement conditionnés. Le problème de processus de socialisation

---

35. NIMUBONA (J.), Election présidentielle du 1er juin 1993 au Burundi. Problématique de la légitimation en situation de dynamique socio-politique, mémoire, Université de Bordeaux, 1994, p.130.

36. L'arrêté-Loi n°001/34 du 23 novembre 1966 insitua le parti UPRONA, parti unique au Burundi.

politique se rapporte aux mécanismes par lesquels une culture politique est formée, reproduite, consolidée et chargée.

F. RUTEMBESA donne une explication satisfaisante de la culture politique. Il dit que la culture politique est généralement :

> "Le produit d'un mécanisme de régulation des comportements politiques qui inculque aux individus des attitudes fondamentales forgées par l'Histoire et les conduit à partager au delà de leurs différences d'opinion publique, des croyances communes sur la meilleure forme d'organisation sociale et du gouvernement" ([37]).

Loin d'être conforme à cette définition de F. RUTEMBESA, la culture politique du nouveau système d'organisation des institutions au Burundi a généré une confusion totale.

En effet, le multipartisme était perçu par la population de Mbuye comme une révolution d'une partie plutôt qu'une nouvelle organisation politique et le renouveau politique dans le multipartisme pouvait être utile dans le choix d'un meilleur programme politique qui présente des avantages considérables pour le peuple. Aussi vise-t-il l'émancipation de chaque citoyen et sa jouissance des droits publics et privés. Or, dans notre société la démocratie implique le pouvoir de la majorité.

Lorsqu'on parlait de la majorité politique, les gens de Mbuye comme ailleurs dans le pays entendaient les Hutu du fait de leur nombre. Ils confondaient la majorité d'opinion politique et la majorité ethnique. Même les crises qui avaient secoué depuis longtemps le Burundi peuvent être vues comme le retentissement de la revendication ethnique du pouvoir détenu par une minorité qui n'en a pas le droit car peu nombreuse. La question de majorité et de minorité pose jusqu'aujourd'hui une difficulté du moment qu'elle se rapporte à l'ethnie. La position du Parti FRODEBU sur le problème burundais était claire sur cette question :

---

37. RUTEMBESA (F), théories et systèmes politiques, cours du 2e licence Histoire, E&R U.B., Bujumbura

"Comment satisfaire les revendications très légitimes de la majorité ethnique de la population sans toutefois oublier les droits des ressortissants des groupes minoritaires" ([38]).

La population de Mbuye évoquait dans des meetings organisés au niveau des collines d'un déluge "ISEGENYA" qui emporterait ceux qui ne seraient pas dans le même bâteaux.

La compétition politico-économique est une cause de la violence non négligeable surtout dans notre société de dualisme ethnique.

En effet, les sources de la richesse étaient la terre et le bétail. Mais l'introduction de la monnaie et l'apparition de nouveaux signes de richesses dans la société ont fini par créer une nouvelle conception du pouvoir. Cela apparaît même dans les échelons les plus bas de l'administration. Car la terre s'amenuise de plus en plus laissant la population dans la misère. Le pouvoir politique même au niveau de la colline est perçu comme le centre de contrôle et d'allocation de richesse. Des solidarités de types familial, régional sont nées autour du pouvoir. Le pouvoir devient objet de lutte entre les différentes composantes de la population car il constitue la seule voie d'accès à la richesse mis à part le commerce qui demande un capital consistant.BALLEY R.H. attire l'attention de l'opinion sur ce point :

"La compétition économique ou politique est une cause fréquente de frustration collective. Si le travail, la terre ou autres sources de profit sont rares, un groupe social risque d'être éliminé" ([39]).

Au Burundi, depuis 1991, de nombreuses organisations politiques de tendance Hutu sont nées pour décrier les injustices sociales et l'exclusion dont elles étaient victimes. Mais depuis la fuite en avant du "modèle rwandais" les Batutsi ont peur et n'étaient d'ailleurs pas sûrs de leur sort au cas où les Bahutu contrôleraient les rênes du pouvoir. C'est ce qui arrive à l'issue des élections de juin 93. Trois mois après l'accession au pouvoir du président Hutu, le génocide contre les Tutsi fut commis sous l'encadrement des militants du FRODEBU.

---

38. Parti-Sahwanya, FRODEBU

39. BALLEY (R.H), Violence et agression, Norderland, the life international 1977, p.127.

6. Réactivation des repères identitaires.

La campagne électorale se fait dans la dialectique de l'ordre et du désordre. Les partis en course vers le pouvoir et en conflit de légitimité s'accusent mutuellement.

D'un côté, les leaders de l'UPRONA considèrent le Parti FRODEBU comme l'ennemi de la paix, de l'ordre de la nation. Faisant allusion aux feux de brousse([40]), aux arrachages des caféiers et aux diverses destructions enregistrés pendant la période de la campagne électorale. Le Major BUYOYA dit :

> "Murabaza SAHWANYA-FRODEBU niyo yabiteye"
> "Demandez au parti SAHWANYA-FRODEBU, il est responsable des dégâts observés".

Julien NIMUBONA dans sa thèse souligne l'impact de la création des partis politiques a majorité ethnique :

> "Avec l'avènement du multipartisme et la création des partis politiques à "majorité hutu" et surtout avec l'intensification de la compétition, le Président BUYOYA commence à dénoncer chez son adversaire, Melchior NDADAYE, une tendance au tribalisme, à l'intégrisme et à l'esprit de la revanche" ([41]).

Dans le même ordre d'idées, dans son discours de campagne électorale à Rumonge, le président BUYOYA fait le constat.
"... Aho ntaniye n'abo duhiganwa, umwe avuga isegenya, uwundi avuga intwaro ya cami, nanje mvuga ubumwe n'amahoro".

"Ce qui nous distingue fondamentalement de mes adversaires. L'un parle de déluge, l'autre d'un régime monarchique tandis que moi, je professe l'unité et la paix".

---

[40]. A Mbuye, des feux de brousse sont enregistrés à KUMUGAMURE, à BUHANGAZA et des caféiers arrachés dans la zone Gasura.
[41]. NIMUBONA (J.), op.cit., p.125

Dans les faits comme dans les discours s'observaient une campagne tribale et des comportements violents. A titre d'exemple, lors d'un meeting à KIREMBERA, des jets de pierre aux Tutsi venus assister sont observés([42]).

Pour forcer l'adhésion, les propagandistes du parti FRODEBU affirmaient que les BAHUTU qui n'adhéraient pas à ce parti allaient subir des représailles après la victoire et qu'ils seront exterminés avec les Batutsi([43]).

Quel est l'intérêt d'ethniser une compétition à caractère démocratique? Son but immédiat est de s'assurer de la majorité électorale. Comment alors les acteurs seront arrivés à ethniser la campagne et à mettre en évidence les repères identitaires?

Dans un premier temps, les stratèges de l'UPRONA voulaient prouver au monde que son rival était un parti tribal qui recrutait et travaillait sur des bases ethniques. Ils affirmaient aussi que cette formation ne différait en rien du PALIPEHUTU dont les visées exclusives sont connues :

"Libérer le peuple Hutu ([44]) titrait un article de carrefour des idées qui soulignait le caractère tribal du FRODEBU comme l'écrivait J. RUKANKAMA :

"Que Dieu nous protège du pouvoir tribal FRODEBU".

Toutes ces accusations devaient accentuer les radicalisations ethniques et la campagne se déroula ouvertement sur les fonds d'une tribalisation primaire du débat politique.

Or chaque parti est supposé encadrer efficacement ses militants de façon à ne pas poser des actes nuisibles à la sécurité individuelle ou collective. Chaque parti a donc intérêt à ce que la paix et la sécurité règnent dans le pays car l'action politique est délicate voire impossible dans le chaos.

Le discours de Nicolas MAYUGI du 22 novembre 1992 à BUGANDA met en relief un climat de tension et de haine ethnique bien entretenu par le FRODEBU. Il dénonça la tactique de ce parti consistant notamment à :

---

42. Meeting organisé en avril par Edouard NAHAYO, chef des FRODEBISTES de la colline KIREMBERA.
43. Idem.
44. RUKANKAMA (J.), "Que Dieu nous protège du pouvoir tribal FRODEBU" in Carrefour des idées, n°24, p.5.

" *recourir par sa propagande à l'ethnisme opposant les Hutu contre les tutsi, au dénigrement de l'autorité en dressant la population contre l'administration*" (45).

A cette même occasion, le Président de l'UPRONA déclara :

"*une guerre sans merci contre le prétendu Front des Démocrates Burundais qui entretiennent un climat d'insécurité et de tension à l'intérieur du pays*" (46).

Il condamna sans réserve les partis tribalistes. Mais aussi invite tous les militants et tout le peuple burundais à

" *se coaliser contre les groupuscules qui prétendent parler au nom d'une ethnie alors que personne ne leur a confié cette mission*" (47).

MAYUGI qualifiera plus tard le FRODEBU de "Fis" Burundais (48). Pour lui, l'activité de ce parti menace l'ordre, l'unité et la paix. C'est ce constat qui amène la direction de l'UPRONA à adresser de multiples plaintes au Président de la commission électorale contre le FRODEBU. On peut déceler derrière cette démarche une stratégie de couper la base à l'adversaire mais aussi de montrer au grand jour que les identités ethnique sont accentuées.

Les militants de base de l'UPRONA ont pris le relais en exploitant les symboles. Pour eux, le coq qui se trouve sur la carte des militants du FRODEBU est de mauvaise augure lorsqu'il chante perché sur le toit d'une maison (agasema). La population de Mbuye pensait que le coq donnerait le signal pour exterminer les Tutsi. Le salut des militants du parti FRODEBU le poing levé est aussi interprété. Il met en évidence l'exclusion ou la violence selon le cas".

La population de Mbuye du moins les Tutsi avaient peur des différents signes ou symbole de ce parti. Le poing levé représentait la violence. Aussi

45. MAYUGI (N), "L'Etat et la démocratie : La priorité est l'Etat" in carrefour des idées n° 17 du 8 déc. 1992, p.3.
46. MAYUGI, (N.), ibid.
47. MAYUGI (N), ibid.
48. Allusion faite à un mouvement subversif algérien : "Front islamique du salut" citée par l'aube de la Démocratie n°11 du 17 au 31 janvier 1993, p.3.

des réunions clandestines étaient-elles souvent tenues pendant la nuit chez certains militants du FRODEBU ([49]).

7. Conception de la démocratie par la population de Mbuye.

Il en résulte un enthousiasme légitime mais excessif chez bien des commentateurs qui se sont empressés de parler de démocratisation remarquable au Burundi et d'exemple à suivre. Tellement, elle fut bien organisée et menée à bon bort. Sans doute, l'aspect indiscutablement pacifique du changement de régime et l'absence de fraudes excessives lors des scrutins ne pouvaient que susciter des éloges, mais il ne saurait alors aller de soi que ces réaménagements institutionnels de sélection des dirigeants induisent successivement un changement de culture politique en profondeur. A cet égard, notre intention est de vérifier à partir d'une étude de cas dans quelle mesure les représentations démocratiques se trouvaient effectivement repérables au sein de la population de Mbuye. Nous avons enquêté en ce sens pendant plusieurs semaines dans les collines qui forment la commune.

Le mot Démocratie est rarement compris selon une acception abstraite. En fait, il est même assez peu appréhendé d'un point de vue strictement politique dans la commune pour des gens enquêtés. Avant tout et c'est de loin le genre de discours que nous avons le plus souvent entendu, il est synonyme d'amélioration des conditions d'existence. Ensuite, la question de l'avènement d'une certaine liberté de s'exprimer est abordée.

Or, la population de Mbuye considère la démocratie comme "UKWISHIRA N'UKWIZANA" (la liberté à outrance). Chacun était libre d'exposer ce qu'il pensait, on y prenait même grand plaisir.

La démocratie est comprise par la population de Mbuye comme étant un système qui favorise les Hutu et qu'au nom duquel ils veulent exterminer les Tutsi :

"Demokarasi yaje kutumara" (Démocratie est venue pour nous exterminer). Les Hutu interrogés sur l'importance du multipartisme, déclarent que les partis politiques sont des cadres d'expressions des citoyens. Ils nous

---

[49].Réunion clandestine chez Joachim Nahimana sur la colline de Mbuye en mars 1993.

permettent d'exposer nos frustrations qui pourraient exploser si elles étaient restées enfermées. On ne cache rien".

Or, les partis politiques jouent le rôle de régulation des conflits sociaux car ils vont discuter des problèmes du pays afin de dégager un consensus.

Ainsi aucune violence, même symbolique, n'est durablement efficace si la règle qu'elle sanctionne institue entre les membres de la société des rapports fondamentalement arbitraires, systématiquement désavantageux à une partie et systématiquement profitable à l'autre. HOBBES voit dans la loi un renoncement mutuel et simultané de tous et de chacun aux avantages qui ne peuvent être acquis qu'au détriment des autres : "Je renonce à me faire du bien en te faisant du mal à condition que tu y renonce toi-même, et dans les mêmes termes" ([50]). Cette analyse de HOBBES a échappé à nos dirigeants du sommet jusqu'à la base afin de faire le contrôle social qui suppose une loi qui n'est efficace que si elle définit des obligations communes et réciproques.

Conclusion

Dans ce deuxième chapitre, nous avons montré le comportement de la population de Mbuye lors de la campagne électorale. Ce comportement s'illustre surtout par la méfiance entre les gens d'appartenance ethnique différente. La démocratie a été comprise comme une révolution qui aboutirait à la disparition de l'"ethnie" tutsi et à l'aisance matérielle. La démocratie est un système qui repose sur les citoyens. Quelle était la qualité morale et intellectuelle de ces mêmes citoyens? La démocratie telle qu'elle est reproduite, c'est une démocratie à nous. On a importé "la démocratie sans démocrates" ([51]). Les partis UPRONA et FRODEBU se sont engagés dans une logique transformant l'adversaire en ennemi de la Nation. L'UPRONA présente le FRODEBU comme un parti tribal violent et subversif. Le FRODEBU quant à lui, voit dans l'UPRONA la misère et la souffrance du peuple BAHUTU. Ainsi enfermés dans leur ghettos de pensée, les deux partis se sont intoxiqués et ont intoxiqué les foules. Par des discours officieux de mobilisation, ils sont balkanisé les esprits et cultivé consciemment le réflexe de la division. La compétition a transformé la société en une juxtaposition d'ethnies. Mbuye a reproduit fidèlement ces schémas et en a ajouté d'autres

---

[50]. BOUDONS (R) et BOURRICAUD (F.), Dictionnaire critique de la sociologie, PUF, 1994, p.92

[51]. GHASSAN (S), Démocratie sans démocrates, Paris, Fayard, 1994.

données : le mythe hamitique, agrandissement des terroirs familiaux... La population a cédé aux promesses extrêmement mensongères et aux sollicitations incendiaires.
Les responsables locaux nouvellement investis (administrateur, chef de zones, chef de secteur...) cultivaient la haine ethnique et donnaient l'exemple pour être bien compris. Cette situation minutieusement préparée aboutira aux horreurs d'octobre 1993 jusqu'en 1996. Mbuye, à l'instar de beaucoup d'autres communes a connu une tragédie jamais vue dans l'histoire de la commune.

Certes, l'horreur vécue d'octobre à décembre 93, voire même au delà, est d'une ampleur et d'une atrocité telles que beaucoup avaient voulu croire même parmi la population de Mbuye que cela ne pouvait pas arriver, que les discours, les chansons et les slogans restaient légers qu'en dernière instance, les hommes sont des être humains et non des bêtes. Les meurtres, la mort, la haine et la cruauté étaient aussi bien présents dans les mots, et les chansons que suggérés entre les lignes de la propagande. Cette tragédie fera l'objet du troisième chapitre

CHAPITRE III : DE L'ORGANISATION A L'EXECUTION DES MASSACRES.

La vaste campagne d'explication du processus démocratique, fort limitée dans le temps([52]), ne pouvait pas réellement remplacer le travail difficile et de longue haleine d'éducation à la démocratie, c'est-à-dire d'initier la population à des nouvelles manières de penser et d'agir collectivement.

On se rend mieux compte actuellement que les étapes importantes qui auraient permis aux gouvernants et aux gouvernés d'intérioriser les idéaux démocratiques et de leur donner un contenu adapté aux réalités sociales et à la mentalité des Barundi ont été sautées.

Plus grave, la première phase de la gestion du pouvoir par les institutions issues des élections de juin 1993 a profondément créé une psychose de peur. La stratégie des acteurs qui jouent sur l'émotion et les intérêts pour mobiliser les masses a porté les antagonismes ethniques à leur paroxysme.

Si tous les éléments de la crise ne sont pas connus, celle-ci a engendré et entretenue une surcharge de haine ethnique extrêmement destructive.

Ce chapitre tente de mettre en lumière le caractère atroce des événements qui ont secoué la commune de Mbuye depuis 1993 jusqu'en 1996.

1. Le putsch du 21 octobre 1993.

Selon l'Aube de la Démocratie, à 21h30' du 20 octobre 1993, Madame Laurence NDADAYE demande à son Mari :

"Comment s'est passé la journée?
Excellemment, répond le Président NDADAYE
sauf qu'il y a toujours des rumeurs de
coup d'Etat qui circulent. Mais des
précautions ont été prises par des services

[52].La campagne éléctorale de 1993 a duré deux mois, d'Avril à Mai 1993.

concernés pour déjouer le coup d'Etat" ([53]).

A une heure et demie du matin, le Ministre de la Défense Nationale Charles NTAKIJE avertit le Président de la République.

"Les garçons s'enragent, ils ont décidé
de sortir" ([54]).

Laurence NDADAYE en avise les compagnons politique de son mari : Sylvestre NTIBANTUNGANYA, Cyprien NTARYAMIRA, Richard NDIKUMWAMI etc.
Le message est le même :

"Soyez vigilant, il semble que le
IIe Bataillon Blindé fait mouvement
vers le palais"([55]).

A deux heures du matin, les premiers obus tombent. Ils annoncent un coup d'Etat. La ville se trouve dans l'obscurité totale. Les téléphones sont déconnectés, l'ensemble de la Radio-télévision est investi. Un va-et-vient des camions militaires se mêle au fracas. Le palais présidentiel est encerclé. Il est la cible principale des tirs des mutins.

Pratiquement, il n'y a pas d'affrontements entre la garde présidentielle et les putschistes. Ceci nous semble vrai car ni parmi les putschistes ni du côté de la garde présidentielle il n'y a pas eu de militaire tué, ni de véhicule endommagé. Mais, les discussions "dilatent" le temps et le siège dure plusieurs heures.

A sept heures du 21 octobre 1993 une auto blindée emmène le Président et sa famille au camp militaire de Muha. Les discussions reprennent dans une confusion quasi totale. On ne connaît ni qui commande ni qui obéit. La hiérarchie militaire est bouleversé par l'événement. De toute façon, entre militaires, on ne fait pas couler de sang.

---

53. NKURUNZIZA, (B), "20-21 octobre 1993 La nuit la plus longue pour les épouses des martyrs de la démocratie" in Aube de la Démocratie n°3 du 16 au 30 déc. 1993, pp.6-8.
54. NKURUNZIZA ,(B.), op.cit., p.8.
55 NKURUNZIZA, (B.), op.cit., p.8.

A huit heures du matin, la famille NDADAYE se sépare. Madame NDADAYE et ses enfants sont emmenés à l'Ambassade de France. NDADAYE, Prisonnier des bourreaux s'adresse à eux en ces termes :

"... NTIMUKORE AMARASO, MURIBUKA IMIRYANGO YANYU".
(Ne versez pas de sang, songez à vos parents et à
vos enfants qui pourraient faire les frais d'un tel acte).

La troupe s'en moque et va même jusqu'à ridiculiser le Président.

Même si NDADAYE est mort dans la discrétion, ses militants ont vite compris que les auteurs du putsch se recrutaient parmi ses opposants politiques. Les familles que les assassins ont ciblées ont été identifiées à ces derniers.

La folie meurtrière que nous allons évoquer traduit la force de l'identification des militants à NDADAYE leur héros:
"NDADAYE est notre Mandela".

2. Une série d'indicateurs d'une crise imminente

Les actes précurseurs auraient été les suivants :

1° L'armement des militants du FRODEBU depuis l'installation du gouvernement dominé par ce parti.

Selon les propos recueillis auprès de A. BIHUME, Hutu de la colline Kirembera, les machettes étaient conservées dans le magasin de Léonce, commerçant à Kivoga.

2° l'inventaire des maisons et de propriétés foncières appartenant à des Tutsi.

3° Les scénarios de partage des maisons appartenant aux Tutsi.

4° L'incendie de reboisement à Mugabomure.

5° La désobéissance civile et arrachage des caféiers : profitant aux seuls Tutsi selon les agitateurs ([56]).

6° Des dessins pour identifier les maisons des Hutu et pour les distinguer des maisons appartenant aux Tutsi.

7° La mobilisation même publique ici et là sous la forme de la création de "Front anti-tutsi".

L'horreur vécue d'octobre à novembre 1993 et même dans les années qui suivent est d'une ampleur et d'une atrocité telles que beaucoup avaient voulu croire, même parmi la population de Mbuye que "ça ne pouvait pas arriver" et qu'en dernière instance, les hommes sont des êtres humains et non des bêtes.

Les délations, les barrières, les machettes, les tortures, la haine et la cruauté sont présentées dans les mots, dans les phrases autant que suggérées entre les lignes de la propagande.

3. Appel à la violence.

Selon le Dictionnaire critique de la sociologie, "La violence est à l'horizon de la vie sociale qu'elle enveloppe de tout part. Elle en constitue la limite inférieure, le seuil en deçà duquel les individus ne constituent plus une authentique communauté. Entre de telles communautés, le risque subsiste que par l'irruption irrépressible des "vieux démons" l'ordre pacifique soit brisé" ([57]).

La violence apparaît quand il y a une perte de contrôle ou perte de conscience chez les individus ou dans les groupes mal socialisés. A ce titre, elle peut être qualifiée de comportement "irrationnel".

---

56. Source :
- arrachage des caféiers à KIRIKA : informateur chef de secteur KIRIKA 1993 M. NDAYAVUGWA.
- BISEKE, un informateur travaillant au bureau communal nous a confirmé le 15.5.1998 que les dessins permettaient aux tueurs de RANGO de distinguer les maisons des Tutsi de celles des Hutu à BUYAGA.

57. Raymond Boudon et François Bourricaud. Dictionnaire critique sociologique, PUF 1982, p.609.

Julien Freund quant à lui définit la violence en ces termes :

"Nous appellerons violence l'explosion de la puissance qui s'attaque directement à la personne et aux biens des autres (individus ou collectivités) en vue de la dominer par la mort, par la destruction, la soumission ou la défaite"(58).

L'idéologie de la violence au Burundi dresse les BAHUTU contre les BATUTSI. Selon cette idéologie, les BATUTSI sont des étrangers et des conquérants venus soumettre et coloniser les BAHUTU. C'est l'idéologie hamitique. Elle prédispose les BAHUTU à la violence puisque leur révolte est perçue comme une guerre de libération d'un peuple opprimé. Cette conception a été exploitée par le chef de Zone GASURA Déo NYABUDURI qui appelle "ses tueurs d'exterminer les Tutsi et de s'installer dans leurs propriétés qu'ils nous ont spoliées" (59).
L'idéologie hamitique avait comme conséquence d'inciter les BAHUTU à se révolter et finalement à se libérer du "joug colonial Tutsi". En effet, les BAHUTU et les BATUTSI ont appris ensemble à l'école et dans les journaux que les BATUTSI étaient une race étrangère venue d'Egypte, de l'Ethiopie ou de la Somalie. Ces jeunes qui apprenaient cela avaient semé dans la population cette graine sans y apporter des explications ou des nuances. Ces jeunes ont fait gober à la population sans démontrer le but des colonisateurs : diviser pour régner, "Divide et impera". C'est la graine qui a été semée à Mbuye.

En effet, MUSUBIRO, Twa de la colline Mbuye exhortait ceux qui fuyaient les massacres à retourner chez eux en Egypte.

"SUBIRA IWANYU MU MISIRI"(60).

4. L'Impact de la violence sur le renforcement des idéologies ethniques.

Le caractère répétitif et systématique des violences renforce chaque fois la conscience ethnique. De plus, la violence enracine dans les esprits des

---

58. Froud (J.), Essence du politique, Paris, Sirey, p.423.
59. Enquête personnelle : juin 1999 auprès de MISIGARO (Hutu).
60. Propos recueillis auprès de NINDORERA Sylvane, qui traversait la colline Mbuye en fuyant les tueurs KIREMBERA vers Muramvya.

Barundi les sentiments de haine qui ne font qu'alimenter chaque fois de nouveaux cycles de massacres dans les deux"ethnies".

En effet, la peur et la haine ont envahi tout le champ social. Les identités Hutu et Tutsi se définissent aujourd'hui essentiellement par cette obsession des programmes nourrie par le souvenir des massacres des membres de leur "ethnie" et la hantise des violences à venir.

Chaque "groupe ethnique" a élaboré un type de discours et sa propre lecture de l'histoire du Burundi. Par exemple, les extrémistes Hutu croient aux théories du peuplement de l'Afrique surtout dans les migrations de peuples bantu.
Quant au point de vue Tutsi, les Barundi constituent une seule "ethnie".

Selon J.P. Chrétien :
"Le discours Hutu" met l'accent particulier sur la démocratie" et le "peuple". La loi de la majorité tandis que le "Discours tutsi" insiste quant à lui sur la "nation" l'unité et l'anti-impérialisme" ([61]).

L'intégrisme ethnique a atteint son paroxysme en octobre 1993. Comment? D'abord, chaque camp essaie de légitimer la violence qui frappe l'autre. L'autre "ethnie" est considéré comme foncièrement mauvaise et à l'origine de tous les maux.

Ensuite, il y a le phénomène d'assimilation de toute tentative de compromis avec l'autre "ethnie" à une trahison de son camp. L'exemple est celui des BAHUTU de l'UPRONA qui furent lynchés puisqu'ils apparaissaient aux yeux des BAHUTU du FRODEBU comme des traîtres.

Rien de bon ne peut venir de l'autre groupe. S'il y a déclenchement de la violence, l'autre camp est transformé en bouc émissaire sur lequel il faut décharger ses impulsions violentes et destructrices.

Ces idéologies sectaires encouragent les membres de chaque groupe à commettre les atrocités les plus horribles sous le couvert du groupe ethnique sans éprouver aucun sentiment de remords. C'est pourquoi notre

61. J.P. Chrétien, "Ethnicité et politique. Les crises du Rwanda et du Burundi depuis l'indépendance" in Guerre mondiale et conflits contemporains n° 18/1996, p.17.

pays est confronté à un grave problème de sa propre survie d'autant plus que ces idéologies sectaires s'enracinent régulièrement dans les mentalités collectives à cause du spectacle d'horreurs perpétrés d'un côté comme de l'autre.

5. Les signes avant-coureur de la crise.

La manière dont le personnel subalterne tutsi de l'administration est révoqué annonce la paralysie de la commune. Ils ne sont pas réintégrés ailleurs([62]).

Sur 26 collines que compte la commune de Mbuye, aucun chef de colline n'a gardé ses fonctions après l'investiture du Président NDADAYE. Le mérite importe peu pour les nouveaux chefs de colline. Seule l'appartenance et le fait d'avoir milité pour le FRODEBU sont pris en compte. La même logique est obsevée dans les autres secteurs de la vie de la commune : enseignement (tous les directeurs sont remplacés, les titulaires des centres de santé sont remplacés.

Le "nettoyage" ethnique dans tous les services publics de la commune fait peur. Les membres de l'"ethnie" Tutsi et les militants de l'UPRONA s'estimaient victimes d'un licenciement abusif. Le limogeage systématique qui frappe les administratifs, les techniciens, les plantons suscita un sentiment de vengeance.

Rappelons toutefois que les électeurs du FRODEBU considéraient donc le nouveau régime comme ayant une dette à rembourser : Les militants du FRODEBU voient dans les employés Tutsi des obstacles à la réalisation des promesses faites pendant la campagne électorale. Ils étaient considérés comme des usurpateurs des terres "auxquelles ils n'avaient pas droit".

---

62. L'indépendant n°69 du 9 août 1993, p.4."A la Présidence de la République; 14 chauffeurs, 12 plantons et 8 secrétaires ont été mis à la porte après l'investiture du Président NDADAYE" .
"Sur 16 gouverneurs de province 14 sont hutu, 2 tutsi et membres du Parti FRODEBU, sur 114 administrateurs communaux, 110 sont des Hutu du Parti FRODEBU. Tous les chefs de zones et de secteurs sont Hutu du FRODEBU ou des partis qui lui sont alliés".

6. Slogans de mobilisation.

La campagne s'était déroulée dans un contexte de diabolisation mutuelle, de crispation et de cristallisation des consciences ethniques. Cette atmosphère a provoqué une bipolarisation du débat et un alignement quasi systématique derrière des configurations sentimentalement ethniques. Le facteur ethnique a donc joué un rôle important comme le souligne MANIRAKIZA :

> *"Les élections se sont, de toute évidence, déroulées sur fond de sensibilisation ethnique d'envergure et nous nous imaginons mal comment cela aurait pu se faire autrement"* (63).

La période précédant la victoire du FRODEBU sur l'UPRONA fut certes instable au point de vue social, mais la contestation sociale a atteint son paroxysme pendant les trois mois du pouvoir NDADAYE. Le mouvement contestataire se poursuivit et se renforça même. La société fut d'autant plus agitée qu'à l'ancienne contestation Hutu alimentée par le PALIPEHUTU s'ajouta la contestation Tutsi surtout après la révocation massive des cadres et même des simples employés issus des partis de l'opposition de leur fonction.

Des milliers de fonctionnaires Hutu et Tutsi de l'opposition confondus descendirent dans les rues au mois d'Août pour protester contre les licenciements arbitraires dit communément "GUSUSURUTSA" opérés à leur égard par le nouveau régime. Pire encore, les populations des provinces, de la Mairie de Bujumbura multiplient des "Sit-in" devant le siège de la présidence pour protester contre l'expropriation en cascade de leurs terres par le pouvoir FRODEBU au profit des rapatriés Hutu (64).

La promesse de la réforme agraire tenue pendant la campagne électorale posa de sérieux problèmes au nouveau régime.

---

63. MANIRAKIZA, (Z), "Réveil démocratique en Afrique. Le puzzle Burundais", in au coeur de l'Afrique 3-4 Bujumbura 1994, p.376.

64. L'exemple frappant était le problème des parcelles à Rumonge entre les rapatriés et la population Tutsi.

7. Climat de méfiance entre les Hutu et les Tutsi.

Le cris de ralliement ethnique qui tenait lieu de campagne électorale noyée dans un discours plein de sous-entendus comme seuls les Burundais savent le faire, a dérouté plus d'un observateur. De plus, l'exclusion observée au niveau politique s'est prolongée en une tribalisation de la vie sociale.

A Mbuye, les militants du FRODEBU mirent ceux de l'UPRONA en "quarantaine". Cette situation de marginalisation va provoquer une crise de confiance dans les relations entre les composantes de la population; c'est-à-dire les Hutu et les Tutsi. Ce qui est inquiétant est que cette méfiance tendait et tend à s'intégrer dans les habitudes de cette population. Z. MANIRAKIZA écrit ceci à ce propos :

> "La crise actuelle á rendu quasi caduque la politique d'unité nationale (...) charte de l'unité, drapeau de l'unité, chanson de l'unité sont devenus des absurdités" ([65]).

La crise de confiance qui s'est installé dans les différentes composantes de la population de Mbuye se durcit jusqu'à se transformer en une "guerre ethnique".

8. Les massacres dans la commune de Mbuye.

La propagande, jouant des frustrations des uns et de la diabolisation des autres, a pu annoncer de façon lancinante ce qui devait arriver selon la logique des extrêmes. La conscientisation ethnique se transforma en un cri de guerre civile créant pour l'ensemble de la population un climat de plus en plus obsédant.

Il apparaît que les autorités administratives se sont impliquées jusqu'au coup dans le génocide, surtout depuis les gouverneurs des provinces jusqu'aux chefs de collines.

A titre d'exemple, dans la commune de Mbuye, les organisateurs et superviseurs des massacres étaient :

---

[65]. MANIRAKIZA (Z), op.cit., p.388.

1. BANGABANE Rubin, administrateur, avait le rôle de superviseur les préparatifs; il se déplaçait à moto.

2. SIMBAKWIRA Lambert, (agent agronome) était organisateur sur les collines.

3. MASABO Faustin, Premier secrétaire communal du FRODEBU était superviseur de la destruction des ponts.

4. GAHUNGU Jérémie, Enseignant à l'école primaire MUREHE, assurait la liaison des tueurs de la commune RANGO.

6. MISAGO Protais, Chef de secteur BIGWANA donna l'exemple en tuant la famille de HARUSHIMANA.

7. NYADURI Déo, Chef de zone GASURA supervisait les massacres dans sa zone
et d'autres ([66]).

Sans doute les bandes génocidaires obéissaient à des ordres provenant des personnes haut placées, suite aux élections de juin et au bouleversement de l'administration qui a suivi en un clin d'oeil. Mbuye est tombé dans un cycle de violence sans précédent pendant trois ans (1993-1996).

L'absence des chiffres précis reste une lacune. Les chiffres qui sont présentés dans l'analyse n'auront donc toujours qu'une valeur purement indicative. Ils permettent au lecteur d'observer la proportion des catégories d'âges et de sexe recherchés par les tueurs.

Dès l'annonce des événements ayant conduit à la mort du Président de la République et d'autres hauts dignitaires, une grande peur s'est emparée de la population les premiers moments puis des réactions subites ont eu lieu un peu partout dans la commune de Mbuye ainsi que dans les communes frontalières : Dès le 21 octobre, il y eut

66. Cfr le rapport du collectif des parents des victimes et rescapés du génocide des Tutsi à Mbuye rédigé par SEKARIMUNDA Audace.

- des démolitions, des coupures de routes et obstruction des voies de transport par des abattis.
- Une grande susciption s'installa et provoqua l'armement de la population : des armes blanches furent apprêtées très rapidement ([67]).

Après la déclaration de NGEZE François Jeudi 21 octobre les tueries commencèrent sur les collines qui longent la montagne Mugamure (collines MASAMA, KIRIKA, BUYAGA, KIBUMBU et toutes les collines de la zone GASURA). Les massacres furent dès le départ de nature ethnique et politique accompagnèrent des destructions des immeubles et meubles. Les tableaux suivants montrent l'ampleur des tueries et des destructions des infrastructures sociales.

[67]. Propos recueilli auprès de CIZA Louis, Directeur de l'école primaire KIVOGA I

DENOMBREMENT PARTIEL DES BATUTSI TUES LORS DES MASSACRES A MBUYE

ZONE MBUYE

Collines	Hommes	Femmes	Enfants
1. BIGWANA	50	31	34
2. MASAMA	34	19	45
3. RUGARI	10	13	22
4. MUGERERA	10	-	1
5. TEKA	18	-	1
6. KIBUMBU	51	3	10
7. KIRIKA	45	5	15
8. KIGINA	2	2	-
9. KIZIBA	1	-	-
Total provisoire	221	73	128

ZONE GASURA

Collines	Hommes	Femmes	Enfants
1. MIGEZI NETE	73	62	190
2. GASENYI	29	27	130
3. TABA	55	54	283
4. KIGABIRO	8	3	17
TOTAL GENERAL	165	146	620

Source : Police judiciaire de parquet de Muramvya : Enquête réalisée en juin 1997 lors des tentatives de poursuite.

DESTRUCTION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES ET SANITAIRE.

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET TECHNIQUE

ECOLES DESTRUITES	ECOLES TECHNIQUES	CENTRE DE SANTE
E.P. MUREHE	- Centre des métiers de Buyaga	- KIVOGA
E.P. TABA	- Centre polyvalente de MIGEZI-NETE	- GASURA
E.P. MIGEZI		
E.P. KIRIKA		
E.P. KIGABIRO		
E.P. GAHORORO		
E.P. MUGERERA		
E.P. KIVOGA I		
E.P. KIVOGA II		

N.B. Le matériel a été pillé et tous les bureaux administratifs saccagés.

___ Le matériel pédagogique du collège communal et les dossiers communaux et tribunaux ont été pillés.

Les victimes du génocide des Tutsi et du massacre des Hutu qui n'adhèrent pas au FRODEBU aura fait 1505 victimes. Ce chiffre est en deçà de la réalité car il n'y a pas eu d'enquête systématique. En plus, plusieurs attaques sont signalés dans les camps de déplacés. Des témoignages précis sont accablants pour les responsables du FRODEBU et de l'administration du sommet à la base (De l'administrateur jusqu'au simple chef de secteur).

1. Les stratégies de mobilisation des tueurs.

La rapidité de l'explosion des violences incite à croire qu'il y avait une instruction préalable et soigneusement préparée. La commune Mbuye n'avait jamais connu des troubles à caractère ethnique. Les ressortissants de Mbuye qui avaient pu être victimes des troubles sur base ethniques (1965 et 1972) ne pouvaient l'avoir été qu'en dehors de la commune. Et pourtant, elle fut terriblement secouée par ces massacres qui visaient les membres de l'ethnie Tutsi et les Hutu de l'UPRONA.

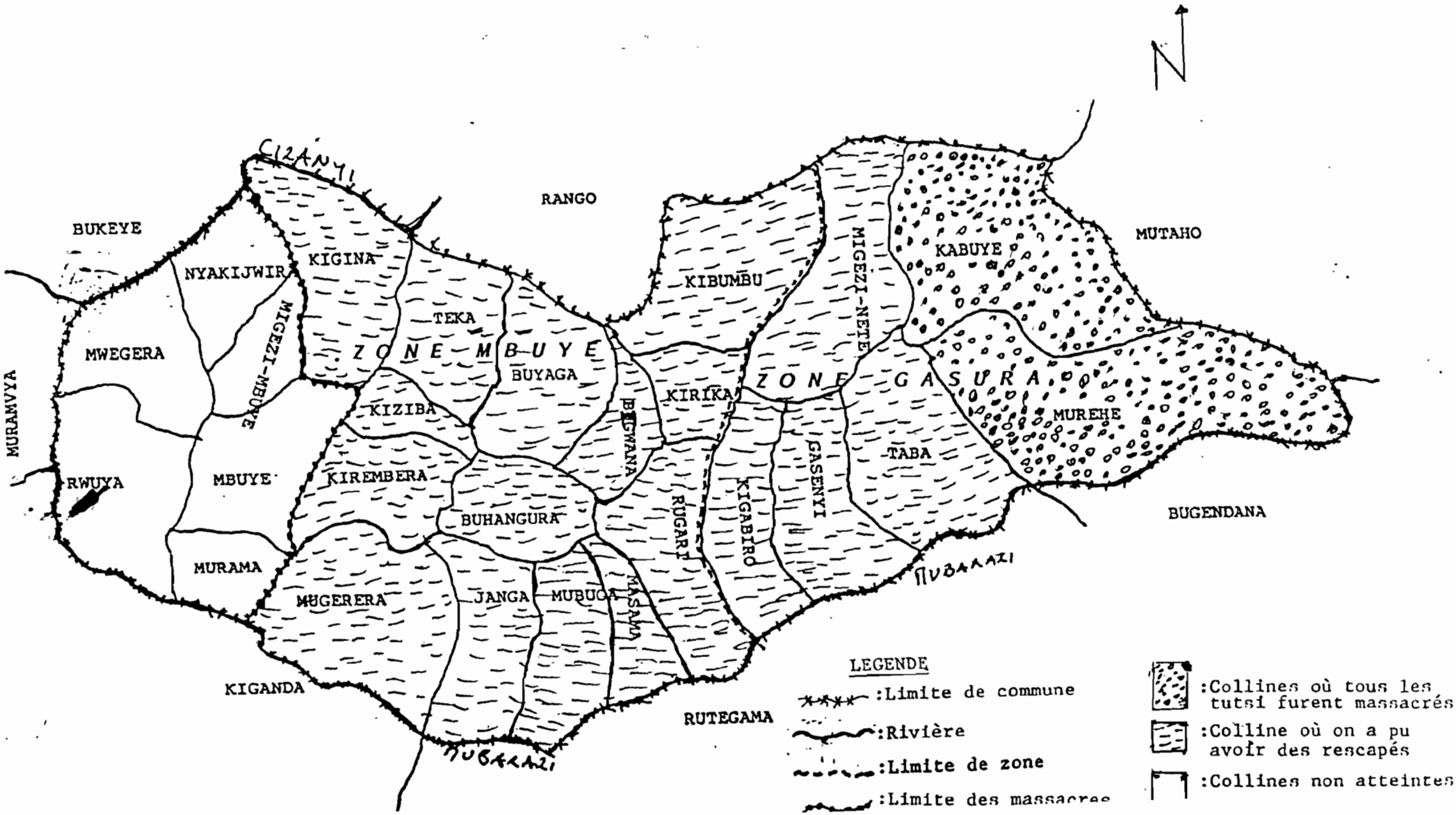
L'évocation du passé, d'une armée qui tue (la plupart des habitants n'avaient jamais vu d'hommes en uniforme) a été peu efficace pour les organisateurs du génocide dans la zone de Mbuye. Les responsables de la zone GASURA le comprirent vite et mirent en avant un thème plus mobilisateur. Leur mot d'ordre fut :

> "Exterminez les Tutsi et installez-vous dans leurs propriétés comme cela a été promis lors de la campagne électorale".

La carte communale du génocide met en relief la géographie de ce génocide puisque Mbuye est située entre RANGO, MUTAHO et RUTEGAMA, communes qui ont également été fortement touchées.

Par ailleurs, une coordination des tueries dans ces communes était patente. Les Hutu ressortissants des communes de RANGO, MUTAHO et RUTEGAMA sont venues porter mains fortes à ceux de Mbuye quand dans ces premières le "travail macabre" était terminé.

CARTE DE LA COMMUNE DE MBUYE, COINS TOUCHES PAR LE GENOCIDE



Cette carte met en évidence les collines situées à l'ouest de la commune et qui n'ont presque pas été touchées. Ceci s'explique par le fait que les éléments de l'armée sont intervenus à partir de Muramvya au moment où la mobilisation n'était pas totale (voir l'échec de l'évocation du passé). L'intervention de l'armée ne s'étendra pas au delà des six collines de l'ouest.

Elle met également en évidence les collines où les Tutsi ont été totalement exterminés ainsi que les collines où on a pu avoir des rescapés. Les rescapés installèrent un camp de fortune chez BIHUMUGANI. Ce n'est qu'en date du 27 octobre dans l'après-midi qu'un petit détachement tenta de sauver quelques survivants de BIGWANA à environ 10 km du camp Biha.

De façon pratique, des maisons des Hutu avaient été distinguées des maisons des Tutsi par des signes([68]. Comme dans d'autres localités, les cris de guerre mobilisateurs étaient notamment les suivants :

1. Isango ryageze : Hagarara bwuma, twikureko abansi n'ivyitso vyabo"([69]).

Traduction.

"Le jour convenu est arrivé. Soyez débout comme du fer. Nous allons nous débarrasser de nos ennemis et de leurs complices cachés parmi nous".

2. "Niveau" ni ugutwi.

Traduction.

C'est au niveau de l'oreille sous-entendu que vous devez porter le coup de machette!([70]).

C'était une instruction leur intimant l'ordre de frapper au dessus de l'oreille, car à ce niveau-là le coup est fatal! Le slogan était habituellement utilisé dans les meetings du FRODEBU pour "inviter à lever le poing". Il avait

68. Propos recueillis le 15.5.1999 auprès de l'informateur GASORE Oswald, originaire de la colline Buyaga.
69. Propos lancés par NAHIMANA Edouard, Premier secrétaire du Parti FRODEBU sur la colline KIROMBERA, recueillis auprès de NINDORERA Sylvane
70. Propos recueillis auprès du chef de secteur TEKA-KIZIBA : RUKANGAKO Emmanuel.

donc un double sens, comme la plupart des termes du glossaire du Parti FRODEBU.

3. "SUSURUKA" : Réchauffez-vous"([71]).

4. "Bahe itike y'ugusubira mu Misiri bagende iwabo".

Traduction.

"Donner leur le ticket du retour en Egypte, qu'ils aillent chez eux".

5. "Ica imporana. Twice abatutsi gushika hamwe umwana w'umuhutu azobaza ingene umututsi yasa".

Traduction.

"Tuez les upronistes. Tuons les Tutsi au point qu'un enfant Hutu pourra demander plus tard à quoi rassemblait un Tutsi".

6. "Tema umututsi aho ari hose muhige n'inda muyikure muri nyina".

Traduction.

"Coupez deux tout tusti partout où il est. Pourchasser-le même le foetus doit être extrait du sein de leurs mères".

Pour mieux mobiliser à l'extermination, il a fallu identifier les Tutsi et les Hutu "traîtres". Des termes plus touchant et qui suscitaient la participation massive ont été lancé à l'endroit des tueurs.

7. Murindiriye iki? Akataraza karahinda.
"Qu'attendez-vous. Ce qui est en route est encore plus effrayant.

[71]. Slogan utilisé au Rwanda en 1959 pour montrer les maisons des Tutsi à incendier.

8. "Umuhutu iyo ashavuye ntibagarura"

Traduction.

Quand un hutu est en colère, il n'y a pas moyen de le ramener à la raison"`.

9. Ve hasi vire hasi rimwe.

Fata icumu, umuhoro, umupanga, umuheto n'ubuhiri murwanye umututsi aho mumuziga hose.

Traduction.

Levez-vous comme un seul homme. Armez-vous de lances, de serpettes, de machettes, de flèches et de massues et tuez tout Tusi où qu'il se trouve".

10. NZIRAGUHEMUKA dufatane mu nda turwanye umututsi tutiziganya.

Traduction.

Que tous nos partisans s'unissent pour exterminer jusqu'au dernier mututsi".

2. La chronologie des événements.

Quand on recueille les témoignages de simples gens et non la langue de bois des propagandes, on obtient la description pathétique de successions de tueries et non le récit épique de "guerre ethnique".

Si l'on suit la chronologie des événements, la radicalisation de la situation s'est forgée selon un double processus lié à la structure des rapports "ethniques". L'implication militante par la violence est la peur manipulée de l'autre.

Par exemple voici comment BIHUME, un paysan Hutu de la colline KIREMBERA a vécu les massacres d'octobre 1993 sur sa colline et sur les collines environnantes. Voici le témoignage traduit en Français :

"Moi j'étais à la maison jeudi le 21 octobre 1993. C'est là que ça a commencé. On a entendu des cris venant de l'autre colline (BUHANGURA). Certains coupaient les arbres et les ponts, d'autres brûlaient les collines. Le 21 octobre 1993 pendant la soirée, les victimes étaient rassemblés sous prétexte de faire des rondes nocturnes. En même temps, sur le chef-lieu communal, les fonctionnaires à tuer étaient regroupés en prétextant qu'il s'agit d'une réunion de sécurité. Ces monstres sont venus de l'autre colline. Ils tuaient systématiquement. Ils tuaient complètement. Dans ces habitations là par exemple ils ont tué le père et tous les garçons de la famille".

Le vendredi 22 octobre 1993 ainsi que tout le week-end qui a suivi, c'est une véritable chasse à l'homme. Les tueurs sillonnaient les brousses et les marais pour voir si les victimes ne sont pas cachés.

La manière dont les massacres étaient exécutés, il y en a ceux qui dénotait une sauvagerie rare de par le chef des tueurs. Les victimes étaient rassemblées au sommet de la montagne sous la surveillance d'une foule enragée en attendant le signal. Chaque victime devait se présenter l'un après l'autre pour subir l'interrogatoire et la torture. Les tueurs le faisaient descendre jusqu'au pied de la montagne où elle n'en revenait pas. La victime recevait des coups de machettes sur le front, au niveau des oreilles jusqu'à la mort ([72]).

Le dimanche 24 octobre 1993, les militaires vinrent de la brigade de Muramvya pour sauver les survivants. Ces rescapés étaient rassemblés dans l'enclos de l'ancien premier ministre sous MWAMBUTSA, BIHUMUGANI Léopold. Ils venaient à compte goutte à partir des marais et des reboisements quand ils entendaient les coups de fusils. Ils devaient se déplacer pendant la nuit pour échapper à la surveillance des tueurs qui guettaient l'un ou l'autre qui aurait échappé à la machine à tuer. C'étaient surtout des enfants qui, après la capture de leur père par les tueurs avaient trouvé cachette dans les compostes ou étaient carrément cachés par des voisins Hutu non encore infectés par la haine ethnique ([73]).

---

[72]. Témoignage de MUZUKA, garçon de 14 ans dont le visage est défiguré par des cicatrices.
[73]. Idem.

Voici les propos de Mugamba qui a reçu des coups de machette sur le menton et qui a été récupéré par les militaires.

"Aha i Mbuye n'aho hakurya, abantu baciye bakorana barindiriye itegeko rya Musitanteri ngo batangure kuzibira ibarabara, hanyuma bateme".

"A Mbuye comme ailleurs les gens se sont regroupés spontanément et ont attendu un ordre de l'administrateur communal (qui circulait à moto) pour commencer à boucler les pistes puis un autre ordre de massacrer.

Les Hutu se sont mis à tuer les Tutsi en vue de "venger" leur président et d'acquérir la promesse d'occuper les terres des Tutsi".

MUGAMBA donne une idée de l'ampleur de la situation :

"Des familles entières sont exterminées systématiquement dans la zone de GASURA : des hommes, des femmes, bébés, vieillards, sont massacrés atrocement, découpés à la machette, brûlés vifs, enterrés vivants dans les latrines, les bras et les jambes coupés (ex Fidel enseignant de KIRIKA). Les victimes sont des Tutsi éliminés à cause de leur simple identité' ([74]).

Selon les propos de notre informateur, les Batwa se sont rendus célèbres depuis le début des hostilités en pourchassant les Tutsi sous la solde des Hutu, parfois agissant de leur propre initiative. Une raison pousse les Batwa à être particulièrement actifs comme tueurs : le désordre leur profite et leur permet de vivre mieux qu'avant , en pillant, en violant.

Le plus effrayant dans ce génocide, sophistiqué dans son organisation même s'il paraît primaire dans ses méthodes est à la fois la bonne conscience qui semble habiter les milliers des gens transformés en tueurs par des mots d'ordre insensés et la cruauté inouïe des supplices infligés : gens brûlés vifs, découpés membre après membre([75]) à coup de machettes avant d'être décapités, enfants assommés avec des gourdins.

---

[74]. Témoignage de MUGAMBA, commerçant de Mbuye, avril 1999.

[75]. F. NIYONZIMA, enseignant à KIRIKA ,avant de mourir avait des membres inférieurs et supérieurs coupés.

3. La présence des armes blanches toute neuves et d'essence.

Dès l'annonce du coup d'Etat et de la mort du chef de l'Etat, les Tutsi et les Hutu upronistes du centre, du nord et du nord-est du pays ont été systématiquement tués par leurs voisins ou par bandes fanatisées et armés d'armes traditionnelles toutes neuves. D'où venaient ces armes? Nos informateurs répondaient qu'elles étaient cachées dans des boutiques (ex-boutique de Kivoga chez Léonce, boutique de Lin à Kirembera etc...) où chez les chefs de collines nouvellement investis. Ils ajoutent qu'ils ne connaissent pas quand et comment elles sont arrivées mais c'était probablement pendant la nuit car il y avait des réunions par petits groupes de cinq à six personnes sous la direction d'un chef de colline dans les heures avancées ([76]).

A côté de ces machettes, d'autres utilisaient des gourdins pour le pilonnage des bébés comme l'on pile du manioc. La barbarie avec laquelle ce génocide a été perpétré dépasse tout entendement. Les enfants étaient tués devant leurs mères avant de les leur donner comme cadavres ([77]). Les femmes et les filles étaient violées avant d'être tuées, les femmes enceintes étaient éventrées.

L'essence était disponibilisée pour incendier les maisons des Tutsi. Il était facile de faire la distinction des maisons des Hutu de celles des Tutsi. Ainsi des signes distinctifs (dessins, couleurs...) étaient dessinés sur les maisons des Hutu. Ceux qui n'avaient pas des machettes utilisaient des houes ou des serpettes ainsi que des lances.

4. Absence de l'administration à la base.

L'administration à la base n'existait presque plus au lendemain de la crise d'octobre et la population était laissée à elle-même. Ceci pour un certain nombre de raisons qu'il convient d'evoquer : cette administration est dominée par des responsables qui travaillaient sans être motivés (administrateur communal, le chef de zone de Gasura ainsi que les chefs de secteurs nouvellement nommés...). Ensuite, ces responsables étaient impliqués dans les sanglants événements qui venaient de secouer la commune et ne

---

[76].Propos recueillis auprès de RUKANGAKO Emmanuel en juin 1998.

[77]. Témoignage de Madame Mathilde NDAYISHIMIYE qui a vu tous ses quatres garçons tués au cours de la fuite.

voulaient pas apparaître au grand jour. Ils sont non seulement incapables de gérer une crise mais également plus préoccupés par leur propre survie physique qu'à celle de leurs administrés([78]). Ils ne pouvaient pas dénoncer puisqu'ils étaient eux-mêmes dénoncés.

D'autre part, les populations concentraient toute leur attention sur les gens de l'autre "ethnie" qu'elles considèrent comme une menace constante contre leur sécurité. C'est ainsi que la population réunie dans les sites des déplacés et la population restée sur les collines tombent dans un cycle infernal de vengeance et de violence.

5. Le cycle infernal de vengeance et de violence

La population regroupée dans les sites des déplacés était menacée par des attaques répétitives organisées par les assaillants aidés par la population environnante. Chaque fois qu'une attaque est lancée dans les camps des déplacés, une contre-attaque était organisée par les déplacés. Par exemple, durant le week-end du 16-17 juillet 1994, la population s'est livrée à une intense violence soldée par la mort de plusieurs personnes et un grand nombre de maisons brûlées, accompagnée par un exode de la population.

Tout a commencé mercredi 13 juillet 1994 et la chronologie est la suivante :

Alors que le gouverneur de province Nestor NIYUNGEKO se rendait jeudi 14 juillet dans une mission de pacification dans la zone Gasura, il apprend qu'un enfant hutu de 7 ans, avaient trouvé la mort dans la nuit de mercredi 13 juillet 1994 près de l'usine à café de Kivoga. Au banc des accusés, il y avait les déplacés de Kivoga. Selon les forces de l'ordre en position à Kivoga ce crime était imputable à des voleurs qui voulaient faire main basse sur le café stocké à cette usine.

48 heures après le constat, les déplacés de Mbuye apprennent que 6 de leurs congénères avaient trouvé la mort sur les collines de BIGWANA et BUHANGURA alors qu'ils se rendaient dans leurs champs pour les récoltes.

---

[78]. Le bureau communal était transféré à la maison de l'administrateur où les documents étaient signés par l'administrateur (oct.1993 à juillet 1994).

Les déplacés accompagnés des militaires sont allés rechercher les corps des victimes et ont été accueillis par des tirs. Après échanges de coup de feu, les militaires ont saisi un fusil. A l'aube, les assaillants ont attaqué les sites de Kivoga et de Mbuye mais sans occasionner des dégâts.

Les déplacés ont poursuivi les assaillants précédés par des militaires et ont brûlé des maisons sur la colline BUHANGURA ([79]). Cette répétition d'attaque et de contre-attaque a duré trois ans.

CONCLUSION.

La crise d'octobre 1993 en commune de Mbuye a emporté plusieurs vies humaines. Sur quelques collines le génocide fut parfait; d'autres collines furent épargnées, d'autres encore eurent des rescapés. Ces rescapés furent mis dans des sites de protection : "camps de déplacés".

Dans le prochain chapitre, nous allons analyser les conditions socio-économiques des "déplacés" dans ces sites de protection. Dans la commune de Mbuye, le nombre de sites s'élevait à trois avec une population totale de 8.444 personnes.

79. NIRAGIRA (S.), "un week-end maccabre pour la population de Mbuye", Renouveau,29-30 juillet 1999.

CHAPITRE IV : CREATION DES SITES DE "DEPLACES".

1. Définition du terme "Déplacé".

Le terme "déplacé" signifie "incongru", "inconvenant", inopportun c'est-à-dire qui manque aux convenances et de mauvais goût.

Ce terme a commencé à s'appliquer aux populations humaines pendant la deuxième guerre mondiale pour qualifier les personnes qui, fuyant les atrocités de la guerre, étaient rassemblées dans des sites bien déterminés ou réfugiés dans d'autres pays. C'est ainsi qu'on parlera souvent de "site de déplacés".

Dans notre pays, ce terme entre dans l'usage avec la crise ouverte en octobre 1993 et a été adopté par les organisations dites "humanitaires". Une définition a ensuite été forgée. Ainsi "déplacé" tout comme "sinistré" est défini comme étant "toute personne qui a, d'une façon ou d'une autre et à un moment ou à un autre, quitté son foyer et s'est installé "ailleurs" au Burundi en raison de la guerre civile; cela inclut un grand nombre de population dispersées dont le chiffre est difficile à déterminer" ([80]).

En d'autres termes les déplacés sont constitués de personnes qui ont échappé au génocide des Tutsi et des Hutu de l'UPRONA consécutif à l'assassinat du Président Melchior NDADAYE. Cette catégorie de personnes a dû abandonner terres et autres biens et vit regroupée sur des sites appelés "camps des déplacés".

Bien que le terme "déplacé englobe ceux qui se trouvent dans les sites et ceux qui se sont réfugiés dans les collines ou communes environnantes, il y a lieu de faire une distinction.

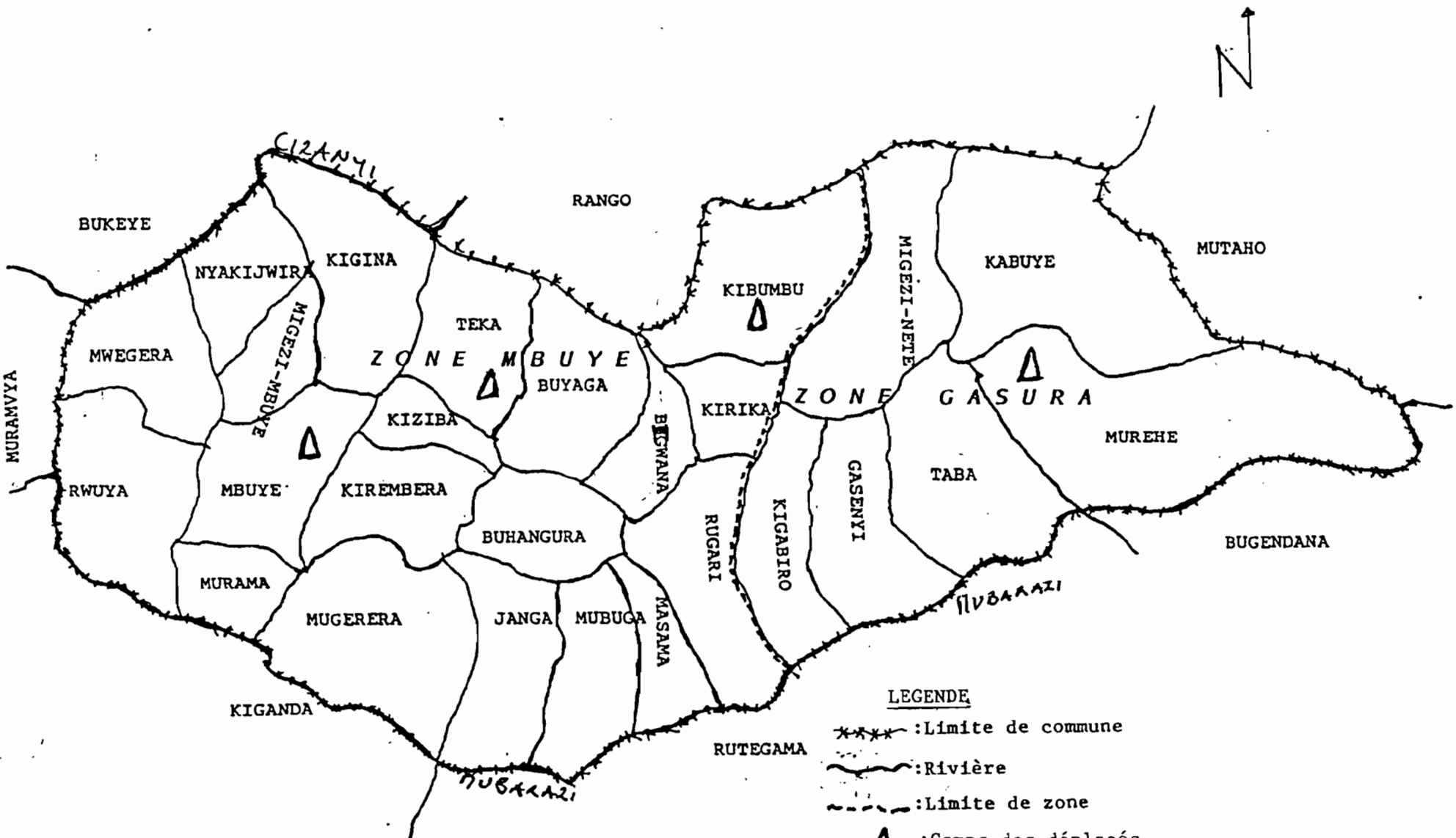
Les dispersés sont des personnes qui, fuyant les tueries évoquées ci-dessus ou fuyant la répression militaire, se sont réfugiés dans les marais, au sommet des collines ou dans les communes et collines environnantes, chez des amies et autres. Contrairement à la première catégorie, ces personnes ne sont pas regroupées dans des sites.

---

[80]. PAM/FAO/UNICEF/DAH, Rapport sur la mission d'évaluation des sites de personnes sinistrés au Burundi, Bujumbura rural, Bururi, Cibitoke, Gitega, Kayanza, Karuzi, Makamba, Muramvya, mars 1997, p.10

Le ministère ayant les déplacés dans ses attributions ainsi que les organisations humanitaires ont mené des actions pour réinstaller ces personnes dans leurs rugo ou dans un site ou village bien aménagé pour retrouver l'ambiance familiale d'avant la crise. C'est la réinsertion. Le mot de réinsertion désigne toutes les actions menées en vue de la réintroduction de toutes les catégories de personnes sinistrées définies ci-dessus, au mieux dans leur milieu ou groupe social, professionnel d'origine, et au pire, dans un autre cadre de vie, afin qu'elles puissent rapidement mener à nouveau une vie décente.

CAMPS DES DEPLACES EN COMMUNE DE MBUYE



Source: Carte se trouvant dans le bureau de l'Administrateur

Au lendemain du 21 octobre 1993, les rescapés du génocide sont arrivés à la paroisse de Muramvya dans la soirée. Sans couverture ni nourriture, ils ont dormi à la belle étoile. Ce même jour, une unité militaire de la Brigade de Muramvya a été détachée pour intervenir à Mbuye. Arrivée sur la colline qui surplombe le centre de la commune (Kivoga), les militaires ont installé un camp de fortune pour protéger et rassembler ceux qui s'étaient cachés dans les marais. Ce camp était aménagé dans l'enclos de BIHUMUGANI (chef de 1944 à 1960 pendant la période coloniale). C'était le premier site aménagé pour accueillir ceux qui sortaient de la brousse à compte goutte.

Deux mois plus tard, ce sera le tour de la création du site de Kivoga par une unité militaire du camp Mwaro. Le regroupement dans ces camps permettait aux déplacés de s'approvisionner dans leurs champs non encore dévastés par les tueurs. Dans les champs, les déplacés étaient accompagnés par des militaires pour assurer la protection contre une éventuelle attaque.

Cinq mois plus tard le site de Gasura était créé par des militaires du camps Mwaro.

1.1. Types de camps de déplacés.

Avant la crise d'octobre 1993, la population de Mbuye vivait dans des habitations décentes car elle était déjà mobilisée pour la construction des maisons avec des matériels locaux.

Quelques rares maisons en pisé (tout en chaume, mur en terre battue) appartenaient à quelques pauvres veuves. Avec la crise, des rangées de huttes sont aménagées dans les sites des déplacés.

La construction de la hutte couverte de paille ou de feuille de bananeraies exige seulement une journée de travail.

De l'intérieur alors, le toit était construit par un seuil de colonnes dirigée dans tous les sens.

Chez BIHUMUGANI, les abris étaient en shiting avec le concours du HCR tandis qu'à Kivoga, les déplacés étaient massés dans le centre de santé, dans le bâtiment servant de tribunal de résidence, au home de la paroisse et

à la maternité. Dès 1994, pour se protéger contre le froid, presque toutes les maisonnettes étaient en pisé.

C'est la construction des maisons en pisé qui domine actuellement dans les camps de Kivoga, à Kibumbu (récemment aménagé pour effacer celui de chez BIHUMUGANI) et à Gasura. Cette dernière exige quelques jours pour la construction mais elle est plus durable. La forme adoptée par les déplacés est circulaire. En effet, plus solide que la carrée, elle demande moins de matériel de construction surtout pour le toit.

2. La vie dans les camps au lendemain de la tragédie.

Les déplacés n'ont pas eu à lutter seulement contre les attaques perpétuelles des assaillants. S'il n'y avait eu qu'elles, ils auraient opposé une résistance efficace mais ils ont eu à lutter contre la faim et la malnutrition. Ils ont lutté pour se vêtir et se couvrir.

Les organismes internationaux de secours sont intervenus mais" Amazi masabano ntamara imvyiro" ont répondu les déplacés interrogés (une eau demandée à un autre n'enlève pas toute la crasse).

On ne peut pas sous-estimer l'aide bénéfique de ces organismes mais durant toute la première année, les déplacés ont souffert.

L'alimentation était maigre. Au menu habituel composé de haricots, sorgho, bananes, lait de la commune de Mbuye se substituaient les rations du PAM, HCR, ACF,... graine de maïs, farine de blé, petit pois en quantité insuffisante (2kg par famille), la farine de soja etc... Malgré cette variété nominale, la quantité n'était pas la même pour toutes les denrées. Les plus importantes en quantité étaient les grains de maïs et l'huile de coton. Car chaque famille bénéficiait de 3kg par membre de famille par semaine et d'un litre d'huile par famille([81]).

A ce problème de malnutrition, les uns répondirent par une stoïque résignation, les autres par la recherche d'une solution. Laquelle?

---

[81]. La quantité par famille était variable suivant le nombre des membres et suivant la quantité disponible dans le stock. Propos recueillis auprès du chef du camps de chez BIHA B. MBAZUMUTIMA.

Un petit commerce d'échange de tasse de thé contre le haricot et la patate douce. Ils échangeaient les grains de maïs du PAM contre le haricot (denrée rare dans les camps). Les organismes d'aide humanitaire servaient de manière irrégulière : les déplacés se lamentaient des jours d'abondance et des jours d'abandon.

Alimentation mais aussi protection contre le froid. En attendant la distribution des couvertures, deux ou trois par famille suivant le nombre d'enfants, les premières nuits furent particulièrement dures. Les problèmes de couvertures résolus, il restait le problème de vêtement. BIHA et la princesse KAMATARI font appel à l'aide internationale et envoient des habits usagés (KOMBO-KOMBO) dont la distribution ne fut pas toujours aisée. En outre, seuls les hommes, les enfants et les jeunes filles étaient servis; la femme burundaise n'aimant pas le port des jupes ou des robes à l'Européenne a eu des problèmes. Le rôle de BIHA dans la distribution des pagnes aux femmes veuves était salutaire.

Ainsi, de 1993 à 1995, les déplacés de Mbuye ont mené une vie extrêmement pénible : presque pas de vêtements, de couverture, de nourriture; de plus ils vivaient dans une promiscuité totale.

A côté de tous ces problèmes, il y avait le problème de l'oisiveté (non-occupation). Les déplacés toute catégories confondues, restaient dans la cour ou devant leurs maisonnettes entrain de raconter les malheurs vécus. Leur causerie était sans fin et surtout sans intérêt. Ils étaient dans l'impossibilité de travailler et les hommes et les jeunes garçons aidaient les militaires à faire des rondes.

2. SITUATION DES PERSONNES SINISTREES.

2.1. Données démographiques des personnes sinistrées.

Plusieurs études ont été menées par des nationaux et des étrangers afin d'appréhender la situation des personnes sinistrées suite à la crise d'octobre 1993. La plus récente a été menée sous l'égide du gouvernement en juin-juillet 1995 sur tout le territoire national (sauf dans la province de

Cibitoke)* et a fait état de 216.401 personnes sinistrés réparties en 55.385 ménages.

Répartition des personnes sinistrées par province ([82](**par ordre décroissant).**

Province	Nombre de sinistrés
1. KIRUNDO	40.813
2. MUYINGA	27.489
3. NGOZI	26.165
4. GITEGA	22.940
5. BUJUMBURA(MAIRIE)	18.786
6. MURAMVYA	17.414
7. KAYANZA	13.227
8. BUBANZA	10.766
9. KARUZI	10.459
10. BURURI	7.675
11. RUYIGI	7.598
12. BUJUMBURA (RURAL)	6.754
13. CANKUZO	4.064
14. MAKAMBA	284

Cette répartition est liée au déroulement des massacres et des désordres qui ont provoqué les mouvements de populations.

Quant à notre zone d'étude (commune Mbuye dans la province Muramvya), sur 17.414 personnes sinistrées de Muramvya, Mbuye compte à elle seule 8.444 (voir tableau 4). Trois camps de déplacés y ont été créés. Il s'agit :

- du site Mbuye chez BIHA : 4.677
- du site KIVOGA : 3.114
- du site GASURA : 653

* CIBITOKE avait connu de problèmes de guerre en 1991 et en 1993, la province était plus ou moins tranquille.

82. Rapport sur la mission d'évaluation des sites des personnes sinistrés au Burundi, p.31.

L'analyse du tableau révèle la catégorie des personnes ciblées par les tueries. Le génocide visant avant tout les hommes , il y eut moins de rescapés parmi eux. Nous signalons aussi que tous les déplacés ne sont pas originaires de Mbuye. Il y en a ceux qui proviennent des communes limitrophes et ont trouvé refuge à Mbuye.

Au camps des déplacés de Mbuye (chez BIHA) il y a 253 déplacés qui proviennent de RANGO et au camp des déplacés de KIVOGA il y a 192 déplacés originaires de RANGO ([83]).

83. Rapport communal de mai 1995 rédigé par l'administrateur BANGABANE Rubin et adressé au gouverneur.

TABLEAU DE LA REPARTITION DES DEPLACES DANS LES SITES

Commune	Camps des déplacés	Catégories des déplacés				Total des déplacés
		Hommes	Femmes	Enfants	Total	
MBUYE	MBUYE (chez BIHA)	487	1737	De 0 à 5ans : 961 De 6 à 11 ans : 753 De 12 à 15 ans : 407 De 16 à 18 ans : 345	2463	4677
	KIVOGA	424	771	De 0 à 5ans : 535 De 6 à 11 ans : 560 De 12 à 15 ans : 451 De 16 à 18 ans : 373	1919	3114
	GASURA	88	161	De 0 à 5ans : 114 De 6 à 11 ans : 117 De 12 à 15 ans : 46 De 16 à 18 ans : 77	404	653
	TOTAUX	999	2859		4756	8444

Source : Rapport communal de mai 1994 par l'administrateur adressé au gouverneur de province.

En analysant le tableau, les enfants étaient très nombreux dans les sites : 2763 enfants dans le site de Mbuye (chez BIHA), 1919 à Kivoga et 404 à GASURA. Les rescapés de la commune de Mbuye survécurent grâce à l'aide des organisations humanitaires.

Parmi ces déplacés, il y avait aussi 307 qui provenaient de la commune Rango en province de KAYANZA, 108 personnes de la commune BUKEYE. Les maisons des déplacés ont été incendiées par les assassins. L'enquête faite au niveau de la commune de Mbuye faisait état de 1.342 maisons ([84]) brûlées ou détruites.

84. Rapport communal juin 1994 : Enquête effectué par les autorités communales 1997.

Répartition de la population sinistrée par tranche d'âge et par sexe

Sexe et âge de sinistrés / Catégories des sinistrés	0-6 ans			7-18 ans			7-18 ans scolarisés			0-14 ans			65 ans et +			15 -64 ans			Population totale			Nombre de ménages
	M	F	TOT	M	F	TOT	M	F	TOT	M	F	TOT	M	F	TOT	M	F	TOT	M	F	TOT	
Déplacés en sites																						
Site de Kivoga	188	182	370	405	379	784	345	318	663	454	432	886	19	43	62	504	600	1104	884	1168	2052	475
Site de Gasura	167	173	304	311	356	667	287	216	503	374	437	811	2	3	5	325	618	943	699	1098	1797	491
Site de Mbuye chez BIHA	230	296	526	456	573	1029	319	412	731	505	709	1224	24	64	88	685	867	1552	1224	1640	2864	667
TOTAL	586	651	1236	1217	1260	2477	951	946	1897	1343	1573	2916	45	110	155	1514	2123	3637	2807	3905	6713	1633

Source : Rapport communal de juin 1994 adressé au Gouverneur par l'administrateur Médard NKURUNZIZA.

Ce tableau met en évidence les différentes catégories des personnes sinistrées par tranche d'âge et par sexe. Il est à remarquer que les enfants sont plus nombreux dans les camps des déplacés. Cela montre à suffisance que les adultes étaient plus recherchés que les enfants.

En considérant le sexe, on trouve que les femmes sont en nombre élevé par rapport aux hommes. C'est une preuve que les hommes étaient particulièrement ciblés pour être exterminé. Par ailleurs, le jour du 22 octobre 1993, les organisateurs des massacres demandaient aux hommes, de se rassembler et de faire des rondes avant de les exécuter.

3. Les conditions d'hygiène et de santé.

Promiscuité.

Le terme promiscuité vient du latin "promiscuus" "mêlée" et signifie :

1° "Un assemblage d'individus très différents dont la réunion a un caractère disparate ou contraire ou bienséances".

2° "Une situation d'une personne soumise à des voisinages nombreux et désagréables".

Ainsi le problème de promiscuité qui s'observe très visiblement et facilement au niveau des sites des déplacés est très épineux. Il est non seulement lié au surnombre des personnes déplacées dans un endroit réduit, mais aussi aux voisinages nombreux et désagréables. Ici, le fait par exemple de partager la maison avec les animaux (poules, lapin, chèvres...), les ustensiles de cuisine, sans oublier le cas des parents qui partagent le même lit avec leurs fils et filles qui concourent à la dégradation des valeurs morales.

Ce voisinage s'accompagne de graves conséquences. D'abord, sur le plan individuel, la personne "déplacée" est exposée à toute sorte de maladies et cela la rend physiquement et psychologiquement très vulnérable.

Ensuite, sur l'ensemble de la population du site et de l'entourage, on remarque une dislocation des valeurs morales élémentaires comme le respect mutuel, la dignité etc. Enfin, c'est un lieu où l'agressivité est à fleur de peau.

Le centre des déplacés est un lieu généralement sale où l'on trouve sur un petit espace un grand nombre de huttes ou "blindés"[85]. Par exemple dans le camps des déplacés chez BIHA, nous n'avons pas mesuré l'aire de la surface où s'étend la site. Mais, il doit approximativement avoir soit 20000 m2 pour une population de 4677 personnes.

La promiscuité à la fois d'homme et d'objets fait que le voisinage devient déplaisant. Quelque fois, les enfants ne trouvent pas d'espace suffisant pour le jeu et la détente.

Comme nous l'avons remarqué, le déplacé manque de stabilité et de convenance. Son équilibre psychologique est non seulement troublé par l'état dans lequel il se trouve, mais aussi par le fait qu'il ne peut pas satisfaire comme il le souhaite ses besoins élémentaires.

Sans vêtement, sans nourriture, sans couverture, les déplacés vivaient dans une promiscuité totale. L'habillement en haillon était la réalité au lendemain de la crise car les rescapés fuyaient démunis de tout. Ainsi, dans les camps, les enfants erraient nus. Plusieurs maladies faisaient rage : pas de technicien médical, pas de médicaments, les déplacées disposaient d'un militaire soignant provenant du district de Muramvya. On pouvait dénombrer les maladies suivantes : Le kwashiorkor lié à la malnutrition, la gale, la dysenterie bacillaire, le Kolera, la poux, la malaria etc...

Quand nous évoquons le problème de santé, nous voulons dire ici la santé physique et même la santé mentale.

Pour appuyer notre conception, François Marchand nous dit :

> "Il est difficile de préciser les frontières entre le psychologique et le physique. Qui peut ignorer l'interdépendance des dimensions physiques et psychologiques dans ces phénomènes de bien-être et de maladie" ([86]).

---

85. "blindé" mot emprunté aux déplacés et qui signifie par euphémisme une cabane ou un habit misérable.

86. MARCHAND, (F), Lapsychologie et la santé, l'apport de la psychologie à la santé des personnes, de groupes et des instiuttions, privat 1978, p.21.

Les conditions de vie de ces "déplacés" provoquaient des conséquences catastrophiques sur leur santé devenue la proie facile des maladies.

La promiscuité dans les camps des "déplacés" va faciliter aussi le développement des maladies sexuellement transmissibles. N'ayant pas d'accès aux soins de santé, des personnes mourraient en grand nombre. Les vieillards et les enfants mourraient à cause du froid. Du fait de la chute de la couverture vaccinale, les enfants étaient les plus touchés, surtout la tranche de moins de 5 ans. Plusieurs d'entre-eux souffrirent des maladies carentielles dues à la malnutrition.

4. Le secours des organisations humanitaires : Alimentation et habillement.

Dans les camps des déplacés de la commune de Mbuye, la famine était une réalité au lendemain de la crise d'octobre 1993. La population s'alimentait très difficilement car les événements avaient fortement endeuillé la commune. Lorsque nous avons visité notre famille dans le camps de Mbuye (chez BIHA), nous avons trouvé des enfants, des femmes dont la peau collait sérieusement aux os. Les maisons des déplacés avaient été pillées. détruites ou brûlées et en plus beaucoup de personnes n'avaient pas fait les travaux de la première saison culturale 1993. D'où la misère cruelle dans les sites. Pour se nourrir et se vêtir, les déplacés attendaient les camions des organisations humanitaires. Ils étaient dans une dépendance totale car ils vivaient des aides alimentaires durant les deux premières années. Ces aides étaient constituées de graines de maïs, farine de soja, huile de coton, riz (en petite quantité), haricot, pwavron, sel etc..
La quantité était insuffisante malgré la varité nominale des aides.

Dans la distribution de ces aides, l'effectif des membres de ménage comptait pour recevoir une quantité importante. Des ustensiles de cuisine sont également distribués. Il s'agit des casseroles; bidons, cuvettes etc...

Les organismes qui opéraient dans les camps des déplacés de Mbuye étaient les suivants : le HCR, le PAM, la Croix Rouge, l'ACF, le CRS etc..

5. La sécurité des "déplacés".

De 1994 à 1996, il régnait dans les sites de Mbuye (chez BIHA; Kivoga et Gasura) une grande peur et celle-ci était liée au fait que les sites des "déplacés" étaient la cible des attaques meurtrières.

Cette insécurité physique s'accompagne de l'insécurité psychologique. Celle-ci consiste en une absence de tranquillité qui se traduisait la plupart de fois par le développement d'un sentiment d'anxiété. La peur éprouvée par les personnes déplacées d'être à tout moment la cible des attaques des assaillants est parfois poignante. Quant à l'insécurité sociale, celle-ci est liée au fait que ceux-ci n'ont pas aucune assurance contre les risques éventuels.

6. Les problèmes de sécurité des personnes "dispersés"

Les déplacés partageaient l'insécurité avec les dispersés. Les secours apportés à la population par l'armée diminuaient sensiblement mais ne supprimaient pas le danger de mort violente des innocents. Des massacres suivis de répression des criminels ne frappaient pas souvent les organisateurs des massacres, trop malins pour se camoufler. De massacres en représailles, la spirale de la violence était enclenchée et dura longtemps. Il y eut ainsi de part et d'autres beaucoup de gens qui sont mortes uniquement à cause de leur appartenance ethnique. Les dispersés avaient une peur permanente de 1994 à 1996 d'une attaque imminente des déplacés accompagnés par des militaires. C'est ainsi qu'ils passaient la nuit dans des marais, dans des boisements...

Il convient de signaler que chaque fois que les assaillants attaquaient les camps des déplacés, la poursuite des militaires aidés par ces déplacés contraignait les dispersés à fuir quand ils n'y laissaient pas leur vie. Cela était accompagné d'un pillage des maisons des Hutu dispersés par les déplacés. Le rapport communal signalait plus de 300 maisons brûlées par les déplacés lors d'une représaille des militaires dans les collines Kiziba, Buhangura, Masama.

III. Les conditions socio-économiques des "déplacés".

Depuis octobre 1993, le pays a plongé dans une crise socio-économique sans précédent. Les populations "déplacés" ont vu leurs conditions socio-économiques se dégrader. En effet, la paralysie connue par le secteur primaire qui représente plus de 50% du PIB a conduit une large proportion de "déplacés" à une grande misère.

Parmi les populations sinistrées, on estimait à 71,3% les effectifs globaux d'agriculteurs qui étaient dans l'impossibilité matérielle d'exploiter la propriété familiale et de retourner chez eux ([87]). Même les 28,7 restants n'avaient pas les moyens matériels pour exploiter leur propriété ([88]).

Dans la commune de Mbuye, la totalité des déplacés était dans l'impossibilité d'exploiter leurs propriétés suite à l'insécurité persistante.

sur le plan social, les populations déplacées se trouvaient dans des conditions déplorables. Dans certaines localités comme à Kivoga, chez BIHUMUGANI, elles se trouvaient dépourvues d'infrastructures sociales du fait qu'une bonne partie de celles-ci avaient été détruites.

A propos de l'habitat, les camps de "déplacés" ne disposaient pas de système d'évacuation des ordures. Par conséquent, les déchets qui s'entassaient dans les habitations étaient susceptibles de provoquer des problèmes sanitaires surtout chez les jeunes enfants.

1. Propriété familiale, irremplaçable patrimoine perdu.

La terre est le principal moyen de production pour le paysan burundais et donc sa principale source de revenus; c'est grâce à elle qu'il se nourrit et satisfait d'autres besoins. Dans tous les cas, les autres activités productives jouent un rôle secondaire. La terre constitue une sécurité sociale à laquelle même le fonctionnaire burundais reste actuellement attaché parce qu'elle lui

87. Ministère à la réinstallation des déplacés et des rapatriés, traitements informatique des données du recensemement des déplacés, dispersés et rapatriés en 1995, rapport provisoire des résultats chiffre définitifs, Bujumbura, Mai 1997 p.5.
88. idem p.147.

permet d'acquérir un supplément à ses revenus modestes et contribue à la satisfaction des besoins alimentaires en particulier en milieu rural.

De plus, être forcé à quitter le lieu auquel on est habituellement attaché constitue un terrible déchirement. Il s'agit d'un véritable déracinement. Il s'ensuit une forte frustration.

Selon Tournier : "(...) L'homme peut souffrir aussi d'un bouleversement de son lieu et cela déjà dans des conditions normales. Si ce bouleversement dépasse sa capacité d'adaptation car l'homme s'attache à son lieu et s'y intègre, il incorpore son lieu à sa personne, il l'intériorise en lui-même, en sorte qu'on ne peut toucher à son lieu sans ébranler sa personne..." ([89]).

Cela est d'autant plus vrai car la personne "déplacée" qui auparavant vivait dans le rugo bien clôturé et gardant les secrets de la maison se retrouvait dans un camp. Trois longs mois s'écoulèrent sans qu'un déplacé puisse retourner dans ses champs pour récolter les produits de la première saison. Avec le retour progressif d'un minimum de sécurité, ils pouvaient se rendre dans leurs champs accompagnés par une dizaine de militaires. Ils devraient alterner colline par colline. Les populations Hutu restés sur les collines récoltaient sans distinction de champs tout ce qui mûrissait. Ainsi les déplacés étaient obligés de prendre ce qui restait. La deuxième saison culturale n'avait pas profité ni aux "déplacés" ni aux dispersés car tout le monde se trouvait dans une insécurité permanente d'attaque et de contre-attaque.

2. La dégradation des valeurs morales dans les sites.

Avant l'éclatement de la crise au Burundi et avant la construction des sites des déplacés, ici et là, les bonnes moeurs et les valeurs morales fondant les rapports sociaux étaient respectées.

Les générations anciennes les inculquaient aux jeunes générations et ainsi de suite. A titre d'exemple, on peut citer le respect dû aux adultes en général et aux parents en particulier "la politesse, la solidarité, l'entraide mutuelle; l'UBUSHINGANTAHE".

---

89. Tournier (P), L'homme et son milieu, Nouchatel, Paris, Delachaux et Niestlé, 1985, p.49.

Ces valeurs culturelles sus-mentionnées étaient considérées comme la base même de toute l'éducation burundaise. C'est la raison pour laquelle elles étaient transmises de générations en générations. Mais avec le phénomène des "déplacés" les choses ont relativement changé. Certaines personnes ne sont plus sensibles aux malheurs des autres. D'autres encore manifestent des comportements sadiques envers les malheureux.

L'immoralité qui ne cessait d'augmenter au niveau des sites des "déplacés" est un fait évident que nous avons observé : Nous avons observé un phénomène nouveau au sein de notre famille dans le camps des "déplacés" de chez BIHA :

"Le "mariage" illégal et forcé est devenu une habitude dans le camps", affirme un interlocuteur que nous avons interrogé. Un groupe de jeunes garçons décidait de prendre une jeune fille en "mariage" de l'un d'entre-eux à l'insu de la fille.

Le garçon qui allait se marier, achetait quatre bouteilles de primus. Un jeune homme qui se connaissait avec la jeune fille l'invitait à prendre un verre dans le "blindé" de celui qui va se marier. Le tour était joué à la fille qui voyait son ami sortir comme s'il va dehors pour le petit besoin. Tout cela se passait à la tombée de la nuit. Tous les jeunes étaient rassemblés dehors empêchant tout intervention des adultes. Ainsi le combat commençait à l'interieur du "blindé". Si le garçon ne parvenait pas à maitriser la fille, deux garçons entraient pour aider leur camarade. A l'aube, la jeune fille avait peur de rentrer à la maison familiale et ainsi le mariage était consommé"(90).

Cependant, des interrogations en rapport avec cette immoralité sont quelquefois sans réponse claire.

Devis SZABO (D) et ses collaborateurs nous font remarquer ceci à ce propos :

> "Lorsque les modèles de conduite, basés sur les normes et des valeurs régulièrement transmises de générations en générations deviennent diffus, l'effet sécurisant de la culture non seulement diminue mais est

90. Visite de ma famille dans le camps de chez BIHA en juin 1994.

remplacé par des interrogations qui créent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent" (91).

Certains "déplacés" donnaient des explications à ce phénomène : construire ce qui a été détruit (gusanura ivyasambutse). Un homme avait à sa charge sa femme et d'autres concubines veuves.

3. Etat-civil des populations "déplacés".

"La santé de la femme est une condition préalable à la santé de la famille et par extension de la santé communautaire et sociale" (92).

Dans les camps des "déplacés" il y a beaucoup de femmes veuves à cause de la crise d'octobre 1993 qui vivent misérablement.

Tableau des groupes sociaux vulnérables dans les sites des déplacés de Mbuye.

Catégories des sinistrés	EFFECTIFS			
Déplacés site de:	BIHA	KIVOGA	GASURA	TOTAL
G.S.V.				
Orphelins	115	130	51	296
Veuves	330	252	84	665
Handicapés	17	16	7	40
Personnes âgées	51	83	13	147

Source : Statistiques faites par l'administration communale le 15 juin 1996.

91. SZABO (D), GAGNE (D) et PARIZEDO (A) L'adolescent et la société, Bruxelles, Dessart et Mardaga 1977.
92. HUZOSHI (N), Quatrième conférence mondiale sur les femmes Beijing, septembre, 1995, p.3.

Ce tableau montre que dans les groupes sociaux vulnérables, les femmes veuves sont plus nombreuses que le reste. Ceci s'explique aisément car le génocide a emporté plus d'hommes que de femmes.

Il nous paraît important de signaler que ces femmes vivaient dans des conditions mauvaises et dans le dénuement total. Beaucoup portaient des habits déchirés et sales. Elles étaient très maigres et faibles, elles ne se coiffaient pas. Bref leur propreté laissait à désirer.

La consultation des documents détenus par la commune et par les autorités des sites notamment ceux de l'assistance sociale oeuvrant pour le compte du C.R.S. nous montrait qu'il y avait beaucoup de femmes "seules" dans les trois camps où nous avions fait notre enquête. En effet, il était rare de trouver un couple qui menait une vie conjugale normale comme c'était le cas avant la crise.

Dans le seul camps de Mbuye (chez BIHA), on avait la situation suivante au moment de l'enquête :

78 familles qui s'étaient construits des petites maisonnettes en pisé et vivaient l'ambiance familiale.

665 femmes seules, soit parce que leurs maris étaient morts, soit parce qu'elles étaient séparées par divorce ou tout simplement n'avaient jamais connu de maris.

115 orphelins qui étaient récupérés par les proches parents ou tout simplement accueillis par d'autres familles dans le camps.

Il n'était pas difficile d'observer les occupations sociales des femmes. Elles pouvaient travailler dans les camps (loués tout près du camps). A part ces occupations, il y en avait qui s'adonnaient à un petit commerce de bière primus, ou bière locale (URWARWA ou IMPEKE). D'autres trainaient dans les camps dans l'oisiveté alors qu'elles avaient des charges familiales.

4. Les conditions socio-économiques des femmes "déplacées".

La crise d'octobre 1993 a entraîné une destruction familiale profonde et la femme se retrouva au coeur du drame : désormais elle allait supporter seule des charges qu'elle partageait auparavant avec son mari. Ces femmes trouvaient difficilement de quoi manger, de quoi vivre pour pouvoir éduquer leurs enfants et s'occuper aussi d'autres personnes qu'elles avaient à leur charge.

Dans les camps des "déplacés", des personnes constituèrent des ménages sans lien de parenté avec le chef de ménage qui était généralement la femme. Certaines personnes avaient été récupérées par solidarité.

Dans ces conditions, les femmes déplacées démunies passaient leur temps à manger et à boire en passant par toutes les voies possibles y compris le commerce du sexe parce que cette pratique pouvait être une source de revenus. Les militaires chargés de leur sécurité ainsi que des hommes qui parvenaient à entretenir un petit commerce prenaient en charge ces femmes veuves en contrepartie des rapports sexuels qu'ils avaient avec elles. Malgré tout cela, certaines femmes parvenaient à s'organiser avec l'aide qu'elles recevaient des organismes humanitaires. Mais cette aide se raréfiait au fur et à mesure que les jours avançaient. Les soucis alimentaires préoccupaient aussi ces femmes; elles étaient chargées d'enfants et d'autres déshérités des camps.

Ainsi les camps des déplacés n'offrent pas aux femmes le moyen de s'épanouir car comme nous venons de le voir plus haut, elles devaient et doivent même aujourd'hui lutter pour faire face à la misère qui sevit dans les camps des déplacés. Ce milieu ne facilite guère la lutte efficace contre le SIDA compte tenu des conditions socio-économiques qui y prévalent. Beaucoup d'enquêtes ont confirmé par ailleurs que l'un des facteurs de propagation du Sida au Burundi a été la création des camps de "déplacés" car la compagnie misérable dans ces derniers rend le déplacé tellement vulnérable qu'il consent à tout, y compris ce qui peut entraîner irrémédiablement sa mort.

La survie quotidienne sur les sites est une lutte terrriblement éprouvante pour les jeunes femmes séparées de leur conjoint ou tout

simplement veuves. Comme nous l'avons souligné ci-haut, ces femmes deviennent des chefs de ménage et doivent se débrouiller toutes seules en exerçant un métier leur permettant de vivoter tant bien que mal.

5. Les problèmes de la sexualité des jeunes filles dans les camps.

Le nombre d'adolescents concernés par les conséquences d'une sexualité insuffisamment bridée dans les pays pauvres est très inquitant. En effet, suite à une sexualité précoce et à un environnement changeant et favorisant les rapports sexuels auxquels sont confrontés les jeunes, des vies sont brisées à cause des grossesses précoces et non désirées.

Un nombre assez important de grossesses de jeunes filles mineures est signalé chaque année dans les établissements scolaires de Mbuye.

Un autre phénomène de sexualité des mineures qui devenaient inquiétant et l'est toujours est à signaler avec l'apparution dans les camps des déplacés. C'est le laisser- faire des activités sexuelles des jeunes déplacés par le monde adulte qui les considèrent comme banales pour des raisons multiples qui peuvent être probablement imputables à leur situation sociale du moment. L'ampleur des grossesses précoces dans ces camps des déplacés chez les mineurs devient considérable et inquiétante. Il en est de même des mariages précoces chez les adolescents. Ces mariages précoces des adolescents sont la source des malheurs car les jeunes filles, n'ayant pas encore atteint l'âge de maturité éprouvent des problèmes de survie au lendemain du mariage.

6. Avenir sombre pour les enfants des camps des déplacés.

La scolarisation est un des moyens favorisant la promotion socio-économique. Aux jeunes, elle est incontournable quand ils envisagent un avenir prometteur dans les sociétés actuelles. La crise comme celle dans laquelle le Burundi en général et la commune de Mbuye sont plongés, portent un préjudice à cette dernière.

La descolarisation hypothèque lourdement l'avenir des enfants des sites des déplacés. Beaucoup d'enfants d'âge scolaire ont abandonné l'école

à cause de la crise et la plupart d'entre eux sont devenus des délinquants puisqu'ils n'ont pas de familles ou parce que ces dernières ne sont plus capables de les éduquer et de les entretenir.

D'autre part, le travail des enfants a pris une ampleur considérable. Les enfants d'âge scolaire sont condamnés aux travaux durs en contrepartie de leur prise en charge dans les camps. C'est-à-dire qu'ils sont obligés de mener une vie misérable. De plus, dans les campagnes, les bandes armées ont trouvé au sein de la jeunesse déboussoler par la crise (la jeunesse restée sur les collines) une pépinière pour le recrutement des combattants([93]). Signalons également que ces jeunes ont été enrôlés en grand nombre ces dernières années. Des jeunes en âge scolaire se trouvant dans les sites trouvent leur réfuge dans le recrutement militaire. Beaucoup de jeunes des camps de Mbuye sont entrés massivement dans ce corps pour des raisons de pauvreté.

On ne peut pas oublier que la guerre a un impact psychique chez les enfants traumatisés. Des enfants secoués ayant subi des coups et blessures profondes gardent même aujourd'hui des sequelles.

En somme le devenir de ces enfants se trouvant dans les camps des déplacés est fort incertain. En effet, le milieu, qu'il soit physique ou humain est un endroit qui est constitué de tout ce qui touche la vie de l'homme et qui sert de point de départ à la formation tant psycho-morale, intellectuelle que psycho-affective de l'être en devenir.

Sur le plan du développement intellectuel, les enfants en âge scolaire mal nourris éprouvent des difficultés majeures dans la continuation des études. Dans les écoles primaires, plus de la moitié des élèves avaient abandonné l'école suite à la pauvreté([94].

93. Les recensements des autorités communales ont fait état 113 départs dans les combatttants du CNDD.
94. Propos recueillis auprès du chef du camps de chez BIHA, Arthémon NIVYABANDI.

CONCLUSION GENERALE.

Tout au long de ce travail, nous nous sommes efforcés à déceler les causes, le déroulement et les douloureuses conséquences d'une folie meurtrière d'une population enragée.

La constitution de 1992 nous a conduit au multipartisme. Sur ce choix politique, la population de Mbuye manifesta une attitude variée selon les groupes sociaux considérés. Si les fonctionnaires ont accueilli positivement le multipartisme, les Banyagihugu n'étaient pas du même avis du moins les plus âgés. En effet, ces derniers ont vu dans le multipartisme l'origine des malheurs dans la commune frontalière de Bukeye à Busangana en 1965.

La campagne électorale de 1993 se caractérisait par un cri de ralliement ethnique noyé dans un langage plein de sous-entendus qui est à l'origine du drame vécu en octobre 1993. Le résultat en est que bon nombre de Burundais et surtout ceux de la commune de Mbuye ont vécu plutôt les conséquences de cette expérience qui s'est soldée par des tueries des gens vivant dans la même misère.

L'exploitation de l'ignorance des paysans à des fins partisanes et ethniques a conduit aux tueries. La course au pouvoir pour les leaders et la recherche des postes aux échelons intermédiaires et à la base furent de stimulants puissants pour user de tous les moyens, y compris criminels pour atteindre ces objectifs. Déo NSAVYIMANA dit clairement ces propos :

> " Tant que la majorité de notre peuple sera analphabète, tant qu'elle sera très pauvre, tant que bon nombre d'éléments instruits de ce pays seront embourbés dans la lutte sans fin pour sauvegarder un minimum de vie à la marge de la dignité ou pour gérer un misérable salaire, les dirigeants, même élus "démocratiquement" si vous voulez ne seront que des oligarques qui n'auront d'autre souci que de se partager le maigre gâteau national sur le dos de leur électeur"([95]).

---

95. NSAVYIMANA (D.), "La démocratie a-t-elle un avenir au Burundi après le séisme d'octobre 1993?" in le Renouveau n° 4285 du 25 janvier 1994, p.4.

La crise socio-politique que connaît le Burundi depuis octobre 1993 a généré un phénomène nouveau, celui des déplacés. Ce sont des rescapés du génocide, qui pour la plupart, sont des filles et des femmes. Le génocide commis en octobre 1993 dans la commune a emporté un grand nombre de personnes environ 1505 selon les sources policières. Mais le chiffre est en deçà de la réalité car après le drame, des attaques continuelles étaient menées sur les camps des déplacés. Par ailleurs, la répression militaire fit beaucoup de victimes au sein de l'ethnie Hutu.

Nous avons vu que dans les camps des déplacés, les conditions matérielles de vie sont très difficiles. Elles sont tellement dures que la femme, vivant dans la plupart des fois seule pour des raisons sociales, est obligée d'adopter un comportement sexuel à risque pour faire vivre sa famille dont elle est devenue le chef.

Suite à la promiscuité, au phénomène d'influence ou d'identification, il y a certains déplacés qui ont adopté de nouveaux types de comportements. Et le développement de ces derniers est lié en grande partie à la pauvreté, à l'indicible misère dans laquelle ils vivent.

Les parents des sites de Mbuye veulent belle et bien organiser leurs familles et contrôler leurs enfants, mais la pauvreté devient un grand handicap pour eux et l'emprise qu'ils ont sur leurs enfants est ainsi diminuée.

Eu égard à la dramatique situation provoquée par le prêt-à-porter démocratique, un constat en découle et quelques recommandations peuvent être utiles :

Le courant démocratique au Burundi du début des années 90 a engendré des conséquences fâcheuses pour notre pays en général et pour la commune de Mbuye en particulier. Beaucoup de vies humaines ont péri. La population de Mbuye exige du "plus jamais ça" dans l'avenir.

Nous pensons qu'une démocratie qui tient compte des particularités tout en essayant de les intégrer serait plus ou moins adaptée à nos sociétés d'abord analphabètes, ensuite pauvres et enfin déchirées par des divisions de toutes sortes. Dans l'intérêt de la population, un type de régime qui s'appuierait sur l'institution d'UBUSHINGANTAHE est recommandé.

Le principe "Un homme et une voix" n'a de sens que dans les pays développés où l'individualisme et le jeu des intérêts bien compris priment sur les considérations à caractères ethniques.

REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE.

1. Ouvrages généraux

1. AVRIL (P), Essai sur les partis, PAris L.G.D.J., 1986, 216 p.

2. BALLEY (R.H.), Violence et agression, Norderland, the life international 1977, 310 p.

3. CHRETIEN (J.P.), les fratricides légitimes au Burundi : l'histoire retrouvée : 25 ans de métier d'Historien en Afrique, Paris, Karthala, 1993, 435 p.

4. DUVERGER, (M), Les partis politiques, Paris, seuil Colin 1981, 572 p.

5. GAUCHET (A), Situations de la démocratie, Gallimard, le Seuil 1993, 303p.

6. MANIRAKIZA (M), La fin de la monarchie burundaise 1962-1966, Paris, 1990, 10(p.

7. MARCHAND (F), Le psychologue et la santé, l'apport de la psychologie à la santé des personnes, des groupes et des institutions. Toulouse, privat,1978, 166P.

8. NIEMEGEERS (M), Les trois défis du Burundi : Décolonisation, Démocratie-Déchirure, PAris, l'HArmattan 1995, 205 p.

9. PADOVER (SR), Pourquoi la démocratie, Paris, Nouveaux-Horizons, 1967.

10. PANOFF (M) et PERRIN (M), Dictionnaire de l'ethnologie, Paris, Payot, 1973, 293 p.

11. REYNTJENS (F), L'Afrique des grands LAcs en crise : Rwanda-Burundi 1988-1994, Paris, Karthala, 1995, 223 p.

12. SUMPF (J) et HUGUES (M), Dictionnaire de sociologie et larousse, Paris, Larousse, 1973, 253 p.

13. RAYMOND (B) et FRANÇOIS (B), Dictionnaire critique sociologique, P.U.F., 1982, 713 p.

B. Mémoires et thèses + Cours.

BARUMWETE (S), Contribution à l'étude de l'idéologie hamitique comme facteur d'ethnisme et de violence politique au Burundi, Bujumbura, U.B., 1998, 125 p.

BIKORIMANA (A), Impact des conditions sociales des camps des déplacés sur les propagande du VIH/SIDA chez les familles déplacées : camps de quartiers III dans la zone Ngarara, mémoire, U.B., 1996, 145 p.

BUZUGURI, (A), La société civile à l'égard du pouvoir, le cas de la province de CIBITOKE, Bujumbura, U.B., 1985, 71p.

NDAYISHIMIYE (J.P.), L'image de l'autre qui me fait peur, Mémoire, U.B., 1997, 170 P.

NIMUBONA (J.), Election présidentielle du 1er juin 1993 au Burundi, problématique de la légitimation en situation de dynamique socio-politique, Université de Bordeau I, I.E.P., Bordeaux 1994, 176 p.

NIYONSABA, (Ph), Ethnicité et pouvoir politique au Burundi. Essai d'anlayse, mémoire, Bujumbura, U.B., 1997, 81 p.

NKESHIMANA (S), Les attitudes des Barundi face du multipartisme : de la méfiance à l'adhésion, cas de la province Makamba, Bujumbura, Mémoire, U.B., 1994, 117 p.

PARQUET (V), Evolution politique du Burundi de la première République à nos jours, PSSPE 1991-1992, 158 p.

NSANZE (A), Un domaine royal au Burundi, Paris 1988.

RUTEMBESA (F), Théories et systèmes politiques, cours de 2ème licence, Bujumbura, U.B., Histoire E&R.

C. Articles de journaux et documents divers

Rapports communaux mai, juin, juillet 1994 rédigé par l'administrateur BANGABANE Rubin adressés au gouverneur de Muramvya.

BARAGASIKA (J), "Les autorités dans le point de mère" in le Renouveau n°4227, Bujumbura novembre 1993, pp4-5.

CHRETIEN (J.P.), "Deux génocides qui se ressemblent" in le républicain n°3 du 15-30 juin 1994.

CHRETIEN (J.P.), "Burundi, la logique de la violence" in Esprit n°30, Paris, Seuil 1988, p.161-164.

MANIRAKIZA (Z), "Reveil démocratique en Afrique : le puzzle burundais", in au coeur de l'Afrique 3-4, Bujumbura, 1994

NKURUNZIZA (B), "20-21 octobre 1993, la nuit la plus longue pour les épouses des martyrs de la démocratie" in Aube de la Démocratie n°3 du 1§ au 30 décembre 1993.

NSAVYIMANA (D), "La démocratie a-t-elle un avenir au Burundi après le séisme d'octobre 1993"? in au coeur de l'Afrique 3-4 Bujumbura 1994, pp.427-441.

NTABONA (A), "Au coeur du drame burundais : le totalisme ethnocentriste, ses bouleversements et ses conséquences", in au coeur de l'Afrique 3-4 Bujumbura 1994 pp.353-358.

NTAHARI (B) "La presse dans la crise", in au coeur de l'Afrique, 3-4 Bujumbura 1994, pp.443-462.

RUBERINTWARI (P), "Difficile modernisation politique du tiers monde. Le cas de l'échec de la démocratisation du Burundi", in au coeur de l'Afrique 3-4 Bujumbura 1994 pp.397-426.

VANDROME (D), "Démons et Démocratie" in panafrika n° 0001 du 12 mai 1993.

SINDUHIJE (A), "Qui a préparé la guerre au Burundi" in la Semaine n°3 du 15 décembre 1993.

République du Burundi, Ministère à la présidence chargée du plan. Enquêtes agricoles dans la province de Muramvya 1982-1983, Bujumbura, SNES, 1986.

Commission Nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, rapport de la commission natonale chargée d'étudier la question de l'unité nationale, Bujumbura, 1989, 221 p.

Commission constitutionnelle, la constitution de la République du Burundi, Bujumbura, 1992, 157 p.

Commission internationale d'enquête des Nations Unies pour Burundi, Rapport final de la commission internationale d'enquête des Nations Unies pour le Burundi, New-York, 1990, 98 p.

Ligue Burundaise pour la défense et la promotion des droits de l'homme SONERA, Rapport d'activité 1994, Bujumbura, 16 p.

TABLE DES MATIERES

Pages

DEDICACE
REMERCIEMENTS
SIGLES ET ABREVIATIONS
INTRODUCTIONGENERALE..... 1
1. Choix et délimitation du sujet..... 2
2. Méthodologie..... 3
3. Les difficultés rencontrées..... 4

CHAPITRE I. MBUYE A LA VEILLE DES ELECTIONS DE JUIN 1993..... 5

I.1. Présentation de Mbuye..... 5
2. Le climat politique à la veille de la crise d'octobre 93..... 8
2.1. Les revendications récurrentes de la population..... 8
2.2. Les rapports entre les dirigeants et les dirigés..... 10
2.3. La sécurité sur les collines en 1992..... 11

II. La vie économique à Mbuye..... 12
1. Agriculture..... 12
1.1. Le calendrier agricole..... 12
1.2. Les zones de culture..... 15
1.3. L'étendu du terroir familial..... 17
1.4. Mode d'acquisition des terres..... 18

2. L'élevage..... 18
3. Les projets de développement..... 19

III. Structures socio--culturelles..... 20

1. Santé..... 20
2. L'enseignement..... 21
Conclusion..... 24

CHAPITRE II. LA POPULATION DE MBUYE ET LA CAMPAGNE ELECTORALE D'AVRIL-MAI 1993..... 25

1. Le contexte politique à Mbuye lors de la création des partis politiques..... 25
2. L'éveil des consciences ethniques à Mbuye..... 27
3. L'ethnisation de la campagne électorale..... 29
4. Méthode de propagande..... 31
5. Politisation des problèmes sociaux..... 32
6. Réactivation des repères identitaires..... 35
7. Conception de la démocratie par la population de Mbuye.. 38
Conclusion..... 39

CHAPITRE III. DE L'ORGANISATION A L'EXECUTION DES MASSACRES..... 41

1. Le putsch du 21 octobre 1993..... 41
2. Une série d'indicateurs d'une crise imminente..... 43
3. Appel à la violence..... 44
4. L'impact de la violence sur le renforcement des idéologies ethniques..... 45
5. Les signes avant-coureur de la crise..... 47
6. Slogans de mobilisations..... 48
7. Climat de méfiance entre les hutu et les tutsi..... 49
8. Les massacres dans la commune de Mbuye..... 49

1. Les stratégies de mobilisations des tueurs..... 54
2. La chronologie des événements..... 58
3. La présence des armes blanches toutes neuves et d'essence..... 61
4. Absence de l'administration à la base..... 61
5. Le cycle infernal de vengeance et de violence..... 62
Conclusion..... 63

CHAPITRE IV. CREATION DES SITES DES "DEPLACES"..... 64

1. Définition du terme "Déplacé"..... 64
1.1. Types de camps de déplacés..... 67
1. 2. La vie dans les camps au lendemain de la tragédie..... 68

2. Situation des personnes sinistrées..... 69
1. Données démographiques des personnes sinistrées..... 69
3. Les conditions d'hygiène et de santé..... 75
4. Le secours des organisations humanitaires : Alimentation et habillement..... 77
5. La sécurité des "déplacés"..... 78
6. Les problèmes de sécurité des personnes "dispersés"..... 78
7. Les conditions socio-économiques des "déplacés"..... 78

1. Propriété familial, irremplaçable patrimoine perdue..... 79
2. La dégradation des valeurs morales dans les sites. 80
3. Etat-civil des populations "déplacés"..... 82
4. Les conditions socio-économiques des femmes "déplacées"..... 84
5. Les problèmes de la sexualité des jeunes filles..... 85
6. Avenir sombre pour les enfants des camps des déplacés..... 85

CONCLUSION GENERALE..... 87
REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE..... 90
TABLE DES MATIERES..... 94

Annexe

Résultats des élections dans la commune de Mbuye.

- Candidat de l'UPRONA, Major P. BUYOYA : 8.039 voix soit 40,8% des votants;
- Candidat du FRODEBU, Monsieur NDADAYE : 11370 soit 57,8% des votants.
- Candidat du P.R.P., Monsieur SENDEGEYA : 260 voix soit 1,3% des votants.

Au niveau national : P. BUYOYA : 32%
M. NDADAYE : 64%
P.C. SENDEGEYA : 1%

Pour les législatives 4 partis étaient en compétition dans la province de Muramvya à savoir :

UPRONA, FRODEBU, R.P.B. et le RADDES.

Les résultats des législatifs :

UPRONA : 5547 voix soit 29,7%
FRODEBU : 11.703 voix soit 62,8%
R.P.B. : 1.142 voix soit 6,1%

Au niveau national

Le FRODEBU a eu 65 sièges
L'UPRONA a eu 16 sièges
Au total 81 sièges étaient prévus.

ANNEXE II

Tableau de quelques informateurs

Nom et Prénom	Age	Colline	Profession
1. RUKANGAKO E.	61 ans	KIREMBERA	Chef de secteur KIREMBERE-KIZIBA-TEKA
2. BIHUME A.	64 ans	MBUYE	Cultivateur
3. NINDORERA S.	48 ans	KIREMBERA	Cultivatrice
4. MUZUKA	22 ans	BUHANGURA	Cultivateur
5. MUGAMBA	31 ans	RUGARI	Commerçant
6. GASORE O.	46 ans	KIZIKA	Officier municipal chargé de la sécurité MBUYE-RUTEGAMA
7. BISEKE	70 ans	KIZIBA	dactylographe communal
8. MUSUBIRO	42 ans	MURAMA	Artiste
9. KUBWAYO A.	44 ans	TEKA	Cultivateur
10. MUTANA	40 ans	KIGINA	Commerçant
11. NUSU L.	38 ans	KIZIBA	Electricien
12. NAHIMANA M.	34 ans	KIBUMBU	Cultivatrice
13. HAKIZIMANA E. (alias le matin)	38 ans	MBUYE	Secrétaire communal
14. NKURIKIYE V.	52 ans	BUYAGA	Agent du centre de santé
15. MANIRAMBONA E.	47 ans	BIGWANA	Cultivatrice

Annexe III.

Questionnaire d'enquête

I. Questions d'identifications

1. Nom :
   Age :
   Sexe :
   Colline :
   Commune :
   Province :

2. Idini ryawe?
   "Quelle est votre religion?

3. Akazi ukora?
   "Quelle est votre profession?"

4. Wumviriza cane iradiyo iyihe?
   "Quelle radio écoutez-vous le plus?
   radio burundi
   radio rwanda
   B.B.C., V.O.A.

II. Situation de la région avant la crise d'octobre 1993.

1. Imbere y'amagume, mwarashimishwa n'ibikorwa vyabatwara?
   Mwanezerezwa n'iki?
   "Etez-vous satisfait ou insatisfait de l'action de :
   - votre administreur
   - votre chef de zone
   - votre chef de colline

   ==> Quels sont les motifs de satisfaction?
   ==> Quels sont les motifs d'insatisfaction.

2. Abanyembuye bigenjeje gute mu magume yo 1972?

"Quel était le comportement de la population de Mbuye dans les événements de 1972.
Y-a-t-il eu des affrontements entre Hutu et Tutsi.

3. Imbere y'amatora, umutekano wari wifashe gute?
" Quel était l'état de la sécurité avant la campagne électorale?"

4. Urwaruka rutabandanije amashure rwakora iki?
"Quelle était l'occupation de la jeunesse descolarisée?"

5. Imyimbu y'imiryango yari ikwiye ?
"Quel était le revenu des menages?"
   - satisfaisant
   - pas satisfaisant
   - nul

6. N'igiki gisigura ubwicanyi bwabahutu?
"Qu'est ce qui explique l'archarnément des tueurs Hutu sur les victimes Tutsi?"

7. Hari ibimenyetso vyerekana ko hazoba amgume?
"Y avait-il des signes avant-coureurs du drame qui allait survenir en octobre 1993?"
   - serait-il le mécontentement des paysans suite à l'amenuisement des terres?
   - seraient-elles les frustrations des petits agents de l'administration bloqués dans leur promotion?

III. Organisation et exécution des massacres

1. Mu gihe co kwiyamamaza mwifashe gute, kuntsinzi ya FRODEBU, ku rupfu rwa NDADAYE?
" Quelle était votre attitude :
   - Lors de la campagne électorale?
   - Lors de la victoire du FRODEBU : joie
     : frustration
     : pas de sentiment

   - Après l'assassinat du président NDADAYE.

2. N'ibiki vyatumye haba ubwicanyi?
"Quels sont les mobiles qui ont conduit à des massacres
- injustice
- peur d'être tué
- vengeance

3. Abarongoye Komine baragiye mubwicanyi?
"Quels sont les responsables locaux qui ont participé dans les tueries?

4. Amagume yagenze gute ku musozi iwanyu?
"Pourriez-vous me décrire l'exécution des massacres sur votre colline?"

IV. L'installation des camps des déplacés.

1. Mwashitse mw'ikambi y'impunzi ryari?
" A quand, l'installation du premier camps des déplacés?

2. Mu minsi ya mbere impunzi zari zimerewe gute?
"Quels étaient les besoins des "déplacés" dans les premiers jours".

3. Amashirahamwe yabagiraneza yabafashije gute?
"Quel était le secours des organisations humanitaires?"

4. Ubu mubeshejeweho n'iki mwikambi y'impunzi?
"Actuellement, comment organisez-vous votre vie?"

5. Ubu, abahutu n'abatutsi babanye gute?
"Actuellement, considérez-vous comme des
- amis
- ennemis

6. Kubana mu mahoro biracashoboka?
"La coabitation pacifique est-elle encore possible?"